



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022

secours-catholique.org

 [caritasfrance](#)
 [Secours Catholique-Caritas France](#)
 [@caritasfrance](#)



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**

SOM- MAIRE

ÉDITORIAL	3
ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE	4
RÉTROSPECTIVE 2022	6
FAIRE VIVRE LE LIEN SOCIAL, LA FRATERNITÉ ET LA DIMENSION SPIRITUELLE	8
Lutter contre l'isolement et retisser le lien social	9
Café solidaire de Quimper	11
Permettre la participation et l'expression de la parole des plus pauvres	13
Faire vivre la spiritualité	15
COMBATTRE LA PRÉCARITÉ PAR L'ACCÈS AUX DROITS POUR TOUS	17
Lutter contre la précarité financière et pour l'accès à un revenu décent	18
Campagne « Prenons le parti de la fraternité »	20
Promouvoir des modalités d'aide adaptées aux personnes	23
Programme « Ensemble, bien vivre, bien manger »	24
Favoriser une mobilité durable et inclusive	26
Lutter contre la précarité énergétique	28
Favoriser l'accès au logement	29
Développer l'économie sociale solidaire et durable	30
Défendre les droits des étrangers	31
Droit aux vacances pour tous	34
Lutter contre la traite des êtres humains	35
Droits des détenus	36
Faire face aux urgences	37
Focus : une année d'urgence en Ukraine	38
DANS LE MONDE, POURSUIVRE UN DÉVELOPPEMENT DURABLE	40
Transition écologique et justice sociale	41
Promouvoir une transition écologique juste	42
Défendre les droits et les libertés	44
397 projets soutenus dans le monde	48
Faire émerger une société civile forte	50
Faire face aux urgences	51
Convergence France et international	52
Kosovo: YourJob, un tremplin pour l'emploi	55
UNE ORGANISATION POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX	56
Les défis du bénévolat et de l'engagement	57
Une gouvernance et des modes d'action revisités	58
Communication	60
Publications	61
Générosité et finances	62
Réseau Caritas France	64
Gouvernance et contrôle au Secours Catholique-Caritas France	67
Identité	68

TISSER LA FRATERNITÉ

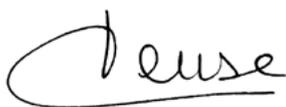
« *L'n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale.* » C'est ce que nous rappelle le pape François dans *Laudato si'* et que nous vérifions chaque jour au Secours Catholique, tant en France qu'à l'international. Nos cinq priorités de plaidoyer et d'action, retenues pour la mobilisation en vue des élections en 2022, tendent à répondre à cette double urgence. Elles fixent le cap pour bâtir un monde non seulement plus juste et fraternel, mais aussi plus durable. Nous le vivons, notamment, à travers deux programmes phares de notre année 2022. Le programme « Ensemble, bien vivre, bien manger », par lequel nous mettons en mouvement des changements systémiques pour garantir à chacun un accès digne à une alimentation durable et de qualité, et celui que nous menons avec nos partenaires dans 18 pays, grâce à une convention pluriannuelle de partenariat avec l'Agence française de développement (AFD), en vue de définir et de mettre en œuvre notre vision d'une transition écologique juste. Deux programmes ambitieux qui se font écho, dans une approche local-global à laquelle nous nous sommes engagés en 2021.

Nos priorités de plaidoyer ont guidé notre mobilisation au moment des deux grands rendez-vous électoraux de l'année, puis dans le cadre des débats sur le nouveau Pacte des solidarités qui se doit d'être à la hauteur des enjeux sociaux et environnementaux. En deux années de crise sanitaire, les ménages les plus pauvres se sont encore appauvris, malgré les aides ponctuelles de l'État. C'est l'enseignement de notre « Rapport statistique sur la pauvreté », dans lequel nous faisons le calcul du reste à vivre des personnes que nous accompagnons, après déduction des dépenses contraintes comme l'énergie ou le loyer. Celui-ci était de 5 euros par jour et par personne fin 2021, alors que l'inflation des coûts de l'énergie et de l'alimentation était encore contenue. Il faut des politiques innovantes et ambitieuses pour sortir durablement les personnes de la précarité. Nous en avons lancé certaines en partenariat, comme Territoires zéro chômeur de longue durée, qui s'étend rapidement, Territoires zéro non-recours, qui se met en place. Ou encore Mon accompagnateur rénov', un dispositif d'État calqué sur celui que nous avons imaginé avec notre partenaire Réseau éco-habitat pour que la rénovation des passoires thermiques soit accessible à tous les propriétaires, grâce à l'accompagnement d'un tiers de confiance.

Cette confiance, que nos équipes et bénévoles savent si bien tisser en toute fraternité avec les personnes en situation de précarité, est la marque du Secours Catholique. Elle fait aussi la singularité de notre approche de plaidoyer, quand nous invitons les politiques à la rencontre de l'autre, pour que, tout comme nous, ils puissent mettre des visages derrière les chiffres du chômage, de l'immigration, du mal-logement, de la pauvreté...

En 2020, la nécessité s'est fait sentir de réaffirmer la dimension spirituelle qui inspire notre démarche, et de renforcer la contribution des personnes ayant l'expertise de la précarité dans les réflexions et décisions de l'association. Plusieurs de nos délégations font déjà l'expérience du partage de la gouvernance. Nous en avons tiré les grands principes pour poursuivre ensemble l'évolution de notre vie associative vers un Secours Catholique toujours plus ouvert et participatif, et toujours au plus près des réalités des personnes et du terrain. ■

Véronique Devise
Présidente nationale



Adélaïde Bertrand
Déléguée générale



Hervé Perrot
Aumônier général



ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE

“ CLAIRE

« JE PEUX EXPLIQUER CE QUE NE DISENT PAS LES CHIFFRES ET LES STATISTIQUES »



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCOF

Venue au Secours Catholique en quête de soutien, Claire porte aujourd'hui la parole de l'association au sein du conseil d'administration du centre communal d'action sociale (CCAS) de Montpellier.

« Quand j'ai poussé pour la première fois la porte du Secours Catholique, je ne faisais que pleurer. Je n'avais aucun revenu après m'être séparée de mon mari, et j'avais honte de demander de l'aide. J'ai été accueillie par une équipe de bénévoles. Petit à petit, je me suis investie moi aussi, puis j'ai accepté de représenter l'association au conseil d'administration du CCAS. La première séance était impressionnante. Désormais, je me sens plus à l'aise et légitime. Je peux expliquer ce que ne disent pas les chiffres et les statistiques, à savoir que la pauvreté est un combat quotidien où tout est lié, où on doit choisir entre se soigner, se nourrir et payer un abonnement de transports en commun. Cette confiance que l'on me fait me permet de me reconstruire. À nouveau, j'ai un élan d'exister, d'être. »

“ PÈRE VYACHESLAV

« NOS ÉQUIPES PRÉPARENT LA RECONSTRUCTION »



GAËL KEBBAOL / SCOF

Le père Vyacheslav Grynevych, secrétaire général de Caritas Spes Ukraine, raconte la mobilisation qui s'est organisée face à l'onde de choc du déclenchement de la guerre.

« Le 24 février, à 5h30 du matin, un appel téléphonique m'informe que la guerre a commencé. Nous mettons immédiatement à contribution les 38 centres de nos sept diocèses ukrainiens pour répondre aux besoins. Nous évacuons en urgence la vingtaine

d'orphelinats que nous gérons et envoyons les enfants dans des endroits sûrs, partout en Europe. Ensuite, nous coordonnons notre réponse, grâce à nos partenaires européens. Plusieurs centaines de nos bénévoles ont ainsi pu distribuer de la nourriture, des couvertures et une aide personnelle aux plus faibles, enfants et personnes en difficulté. Je suis fier d'avoir lancé un tel élan communautaire. Aujourd'hui, nos équipes préparent la reconstruction. »

“ LOUNIS

« LA PRIORITÉ, C'EST D'AIDER LES GENS »



VINCENT BOISOT / SCOF

Étudiant de 26 ans, Lounis est responsable d'un dispositif de douches pour les personnes sans-abri au Secours Catholique d'Orléans. « Je suis arrivé d'Algérie en 2019. Venir

étudier ici était un projet qui me tenait à cœur depuis longtemps. Avant de rejoindre le Secours Catholique, je me suis investi dans d'autres associations, puis j'ai créé en 2020 ma propre association qui proposait à des étudiants étrangers de venir en aide aux personnes âgées pendant la pandémie. C'était aussi une façon d'intégrer ces jeunes à la vie du pays. Faire du bénévolat permet de connaître des Français. Au Secours Catholique, on ne demande ni la nationalité, ni les papiers, ni la situation... C'est ce qui m'a plu. "La fraternité n'est pas une promesse en l'air, c'est une révolution et ensemble on peut la faire": C'est ma devise maintenant. »

“ MARIE

« ON A TOUJOURS BESOIN DE TOI
QUELQUE PART »



VINCENT BOISOT / SCOF

Grâce à Marie Zouo-Manh, bénévole au Secours Catholique, des femmes qui vivent à l'hôtel peuvent utiliser la cuisine de l'association. Une idée inspirée par sa propre situation.

« Ivoirienne, je suis arrivée en France en 2018. J'ai toujours vécu avec mon fils dans un hôtel en zone industrielle. Lorsque j'ai poussé la porte du Secours Catholique, en 2019, j'étais isolée et sans papiers. J'accompagnais une autre maman de l'hôtel qui venait dans le cadre de ses démarches Dalo (Droit au logement opposable). Un repas venait d'être partagé. J'ai aidé à desservir. Pour la première fois depuis longtemps, je me suis sentie utile. À la fin de la journée, j'ai demandé si je pourrais moi aussi donner de mon temps. J'ai proposé qu'on ouvre la cuisine aux femmes qui vivaient comme moi à l'hôtel et qui n'avaient aucun endroit où préparer des repas. Le projet a été entériné. Aujourd'hui, je gère le planning de l'espace et mobilise des bénévoles. Cet engagement m'a permis de comprendre qu'on a toujours besoin de toi quelque part. »

“ LENA

« M'ENGAGER ME FAIT OUBLIER LA TRAGÉDIE
QUE VIT MON PAYS »



CHRISTOPHE HARGOUES / SCOF

Lena a fui l'Ukraine aux premiers jours du conflit. Elle a trouvé un peu de répit à Aix-en-Provence, et de sens en s'engageant au Secours Catholique auprès des personnes à la rue.

« Je travaillais dans une grande entreprise immobilière de Kiev. Au lendemain de l'offensive russe, j'ai fui en voiture avec ma fille de 14 ans vers la frontière roumaine. Une Française rencontrée il y a quelques années en vacances en Arménie m'a proposé de venir à Aix-en-Provence occuper son appartement. Une fois à Aix, nous avons reçu la protection de la France. Ma fille a été scolarisée et moi, j'ai appris que le Secours Catholique aide les réfugiés dans leurs démarches administratives. J'y ai été si bien reçue que j'ai proposé d'y faire du bénévolat. Avec les autres bénévoles, je vais à la rencontre des personnes à la rue. Notre venue est importante, je le vois dans leurs yeux. Cela me fait oublier la tragédie de mon pays. C'est pour moi une thérapie. »

“ TRAN THI LANH

« L'ESPRIT DE LA NATURE EST DANS LA FORÊT »



© ANNA BILLING LANH / SCOF

L'anthropologue Tran Thi Lanh, fondatrice de l'ONG Speri, partenaire du Secours Catholique au Vietnam, se bat pour la reconnaissance des droits fonciers des peuples autochtones.

« J'ai grandi dans le centre du Vietnam. En 1987, j'ai rencontré les communautés dzao dans les montagnes Ba Vi, qui vivent en harmonie avec la forêt depuis plus de mille ans. J'ai alors décidé de vivre avec ces peuples, de comprendre leurs savoirs ancestraux et de les valoriser pour préserver la biodiversité. En 2015, j'ai fondé Cendi, devenu Speri, un institut qui accompagne les peuples autochtones. Nous avons mené un plaidoyer victorieux en faveur de la reconnaissance des lois coutumières et du caractère "sacré" des forêts. Je crois moi aussi à l'existence d'une connexion entre l'humanité et l'environnement. Je crois que l'esprit de la nature est dans la forêt. »

RÉTROSPECTIVE 2022



XAVIER SCHWEBEL / SCCF

28 MARS

Une douzaine de résidents de la cité Notre-Dame, un centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par Cités Caritas à Paris, profitent d'un séjour de vacances dans le Vercors. C'est pour eux l'occasion de s'initier aux sports d'hiver, de se changer les idées et de créer du lien.

9 MAI

La Côte d'Ivoire accueille la Conférence des parties (COP 15) de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification. Dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, la région de Man est fortement touchée par la déforestation et l'utilisation massive des pesticides chimiques. Depuis plusieurs années, Caritas Man, partenaire du Secours Catholique, forme les cultivateurs de la région à l'agroécologie.



ANAS PACHABEZIAN / SCCF

ET AUSSI...

JANVIER 25. Publication de *Paroles de chômeurs*, un livre blanc réalisé par un collectif d'association dont le Secours Catholique fait partie, en vue de recueillir l'expérience vécue par les chercheurs d'emploi ainsi que leurs recommandations aux candidats aux élections présidentielles et législatives de 2022. **FÉVRIER 26.** Le collectif Démat&préca, qui réunit le Secours Catholique, la fondation Abbé-Pierre, la Fédération des acteurs de solidarité, Uniopts, ATD Quart Monde, Aides, la Fédération d'entraide protestante... publie un manifeste « pour un service public plus humain ouvert à ses administrés ». **MARS 2.** Le quotidien *La Croix* et le Secours Catholique s'associent pour une édition spéciale donnant la parole à Claire, Gisèle et Fulbert, des personnes en situation de précarité venues débattre des sujets importants, ou oubliés, de la campagne présidentielle. **AVRIL 6.** Le collectif Ensemble contre la traite des êtres humains, coordonné par le Secours Catholique, publie un plaidoyer présentant les points importants à prendre en compte dans les politiques publiques, pour éviter tout risque de traite dans le contexte de la guerre en Ukraine. **JUIN** Du 13 au 15. À Lourdes, assemblée générale du Secours Catholique, précédée d'une journée d'échanges sur l'évolution de la gouvernance à la lumière des contributions des délégations recueillies en mai et de témoignages d'intervenants extérieurs ayant conduit de telles évolutions. **JUILLET** Du 28 au 30. Le Secours Catholique ainsi que plusieurs de ses partenaires d'Amérique latine, mais aussi d'Afrique, des membres des directions France et international et des présidents et salariés de délégations (Aude-Roussillon, Guyane



XAVIER SCHWIBEL / SCCF

DU 27 AU 2 JUILLET

Événement fondateur du programme mené par le Secours Catholique dans le cadre de sa convention pluriannuelle de partenariat (CPP) avec l'AFD : plus de 90 représentants des partenaires des 18 pays engagés se réunissent pour amorcer le « renforcement des capacités des populations vulnérables pour promouvoir et concevoir une transition écologique juste ».



GAEL KERBAOL / SCCF

17 NOVEMBRE

À l'occasion de la sortie du rapport statistique du Secours Catholique, la délégation Nord/Lille présente au public, sur le parvis de la cathédrale de Lille, ses quatre nouveaux Fraternibus qui sillonnent les routes des Hauts-de-France à la rencontre des personnes en situation d'isolement ou de précarité.

25 OCTOBRE

À la suite de la publication d'une tribune cosignée par le Secours Catholique, les associations du Collectif des associations unies contre le mal-logement (CAU) et 23 élus locaux, le ministre du Logement prend des engagements pour que plus aucun enfant ne dorme à la rue. Abandon du projet de fermeture de places d'hébergement en 2022-2023.



ÉLODIE PERRIOT / SCCF

française et Berry), participent au Forum social pan-amazonien (Fospa) qui se tient à Belém, au Brésil. **AOÛT** Du 24 au 29. Des jeunes en situation de précarité de Young Caritas participent à une résidence de pratique théâtrale avec la compagnie Les 4L. **SEPTEMBRE** 28. Dans le cadre du plaidoyer du Secours Catholique en faveur de l'accès à Internet en prison, une lettre ouverte cosignée par plus de 600 personnes est envoyée à la Première ministre et publiée dans les médias. **OCTOBRE** 3. Adélaïde Bertrand prend les fonctions de déléguée générale du Secours Catholique-Caritas France et quitte son poste de directrice de la coordination des régions et délégations. 27 et 28. Le Secours Catholique organise, en partenariat avec la Mission permanente d'observation du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et sous le patronage de l'Unesco, une conférence sur le thème : « Le visage complet de l'humanité : le leadership des femmes pour une société juste », avec l'intervention de Véronique Devise, présidente du Secours Catholique, et Adélaïde Bertrand, déléguée générale. **NOVEMBRE** 15. Remise du rapport statistique 2022 au ministre des Solidarités par la présidente, accompagnée de trois personnes du groupe de Lyon ayant contribué au rapport et témoignant de leurs situations. **DÉCEMBRE** Du 8 au 10. Tenue de l'assemblée générale du programme « Ensemble pour la paix en Colombie » mené par un consortium de 23 organisations de la société civile française et colombienne dont le Secours Catholique est chef de file.

FAIRE VIVRE LE LIEN SOCIAL, LA FRATERNITÉ ET LA DIMENSION SPIRITUELLE

CHAQUE JOUR, les équipes du Secours Catholique-Caritas France accueillent des personnes dont la principale demande est d'être écoutées. Ce sont des personnes seules, âgées ou non, en situation de précarité, de mal-logement, des sans-papiers... dont l'isolement relationnel s'est encore creusé pendant les années de pandémie. Nos équipes les reçoivent d'abord comme des personnes, et non comme des personnes « en difficulté », et c'est ce qui fait toute la spécificité de notre mission. Forts de cette conviction, nous avons poursuivi en 2022 une démarche qui s'est imposée pendant les périodes de confinement, celle d'aller vers les personnes isolées à bord de nouveaux Fraternibus. De nouvelles Maisons des familles se sont également créées en 2022, un modèle dont la pertinence pour accompagner l'exercice de la parentalité et le pouvoir d'agir des familles en situation de précarité est aujourd'hui démontrée. Ces actions, comme les nombreuses initiatives développées dans nos délégations, reposent sur les grands principes qui fondent notre engagement : l'écoute de la parole des personnes, le renforcement de leur pouvoir d'agir et la prise en compte de leur spiritualité, quelle qu'elle soit. La dimension spirituelle du Secours Catholique a été réaffirmée en 2022, tout comme la nécessité d'un dialogue fraternel entre les religions, qui s'est concrétisée par la célébration, avec nos partenaires d'autres confessions, de la Journée mondiale de la fraternité le 4 février. Ce grand désir de sens et de rapprochement culturel et religieux nous est inspiré par ceux que nous accompagnons chaque jour.



LUTTER CONTRE L'ISOLEMENT ET RETISSER LE LIEN SOCIAL

LUTTER CONTRE L'ISOLEMENT SOCIAL

Le Secours Catholique-Caritas France reçoit dans ses accueils de très nombreuses personnes isolées, tant de leur famille que de leur entourage non familial, un isolement relationnel souvent associé à une vulnérabilité économique accrue, à une précarité dans l'emploi, ou encore à une moins bonne santé. C'est pourquoi nous avons continué à développer en 2022 des actions qui ont pour objectif, entre autres, de retisser du lien avec ces personnes. Nous le faisons soit en allant à leur rencontre, notamment en milieu rural, grâce aux Fraternibus, des espaces de rencontres itinérants qui ont pour but de sortir de l'isolement les habitants d'un territoire, soit en les accueillant dans des lieux conviviaux comme les « cafés sourire », les « cafés solidaires », les « jardins solidaires », pour partager un repas ou une activité : ateliers cuisine, jeux de société, pratiques créatives, etc.

LES MAISONS DES FAMILLES, UN MODÈLE QUI SE DÉVELOPPE

En 2022, trois nouvelles Maisons des familles sont venues enrichir le réseau à Villeurbanne, Rouen et Saint-Jacques-de-la-Lande, près de Rennes. Cogérés par le Secours Catholique-Caritas France et Apprentis d'Auteuil, ainsi qu'ATD Quart Monde et la Croix-Rouge pour celle de Saint-Jacques-de-la-Lande, ces lieux d'accueil inconditionnel, sans rendez-vous et gratuits, sont un précieux soutien pour des familles qui subissent au quotidien la violence de la précarité en termes d'exclusion, de disqualification sociale et d'insécurité tant matérielle qu'affective. Ce modèle très original d'accompagnement des >>>

“ L'ISOLEMENT RELATIONNEL EST SOUVENT ASSOCIÉ À UNE VULNÉRABILITÉ ÉCONOMIQUE ACCRUE. ”





GAËL KERBAOL / SCOF

QUIMPER



TERRITOIRE

CAFÉ SOLIDAIRE DE QUIMPER

Au centre-ville de Quimper, derrière la préfecture, le café solidaire est tenu par des bénévoles du Secours Catholique. Comme son nom l'indique, « Ti an dour », la « maison de l'eau » en breton, est un endroit pour se ressourcer. Il est ouvert les après-midi, du mardi au dimanche, et le samedi matin pour l'atelier d'auto réparation, où chacun peut apprendre à réparer son petit électroménager. Karine, Anthony, Jacqueline, Maimouna s'y retrouvent régulièrement pour « tuer la solitude », ou faire une partie de Triomino, comme Martine, 73 ans, ancienne aide-soignante. « Je suis seule à la maison. Mes enfants sont loin. Ça me fait passer le temps. » Nicolas, 53 ans, trouve l'ambiance « un peu familiale. Ça fait comme un rayon de soleil ». En ce moment, il est « installé dehors ». Pour être au chaud, il a trois solutions, « soit la bibliothèque, soit le centre social, soit ici ».

Dans ce bistrot un peu particulier, le prix des boissons est libre : chacun paie selon ses possibilités. Sur chaque table, une tirelire en céramique reçoit les participations. « Une manière de dire que ce n'est pas gratuit, qu'on peut participer », explique Erwan Gueguen, animateur au Secours Catholique. Plus que la participation financière, c'est l'implication des personnes qui est recherchée. « Quand quelqu'un vient au café, il peut passer derrière le comptoir pour donner un coup de main », souligne Erwan Gueguen. Cela permet de donner confiance. L'idée est aussi de « partir des talents de chacun ». Jacqueline, octogénaire, organise un atelier tricot un vendredi sur deux, et Marie-Annick, 68 ans, vient de temps en temps jouer de l'accordéon. « C'est un lieu où on est gais et optimistes, dit-elle. Un peu en dehors de tous les soucis qui se passent en ce moment. » ■



REPORTAGE COMPLET SUR LE SITE INTERNET
DU SECOURS CATHOLIQUE :
bit.ly/CafeSolidaireSC

» familles a fait en 2019 l'objet d'une étude réalisée à Vaulx-en-Velin, Annecy, Grenoble et Marseille en partenariat avec la Mission régionale d'information sur l'exclusion (MRIE) et intitulée « Avec les parents, faire grandir les enfants ».

En 2022, les Maisons des familles de Lyon, Chambéry, Annecy, Grenoble et Marseille ont souhaité creuser ce travail avec leurs partenaires institutionnels et associatifs au cours de cinq journées d'études sur le thème « Parentalité/Précarité ». Partant du postulat que la parole et les expériences de chaque

« C'ÉTAIT COMME UN DÉFI. DEVANT LES GENS DE LA MAIRIE, ON FAIT AUSSI QUELQUE CHOSE DE BIEN POUR EUX, AU FINAL ON EST PAREIL ! »

SANAE, COORGANISATRICE DES JOURNÉES « PARENTALITÉ PRÉCARITÉ » À CHAMBÉRY

personne sont uniques, singulières et précieuses, ces journées ont été conçues, préparées et animées avec les parents. Eux qui sont souvent conviés à s'exprimer en tant que témoins ont pu ainsi jouer leur rôle d'experts de la parentalité. Les maires et les acteurs sociaux présents se sont montrés réceptifs à cette démarche qui permet de regarder les parents autrement. Ils comptent s'en inspirer pour poursuivre l'ajustement des interventions sociales au plus près des besoins des personnes. ■

ment. Ils comptent s'en inspirer pour poursuivre l'ajustement des interventions sociales au plus près des besoins des personnes. ■

» EN BREF »

BOUCHES-DU-RHÔNE : UNE TOURNÉE TOUTE L'ANNÉE



OLIVIER SARRAZIN / SCSF

« Le Secours Catholique ? Ce sont des amis ! S'ils n'étaient pas là, ce serait un peu triste », déclare Youssef, sans-abri que rencontrent régulièrement les bénévoles de l'accueil mobile de nuit de Marseille. Tous les soirs de l'année, hiver comme été, ces derniers vont à la rencontre de ceux qui vivent à la rue ou en hébergement précaire (squat, hôtel). L'hiver, une soupe bien chaude ou un café aident à créer le lien. Cette présence fraternelle permet d'entamer une relation de confiance pour, le lendemain, dans les lieux d'accueil de l'association, trouver avec certains des solutions de réinsertion.

VAR : UNE RUCHE AUX IDÉES POUR DÉVELOPPER LES LIENS ENTRE HABITANTS

Dans le Var, en Provence verte, et plus précisément à Carcès, le bus de La Ruche aux idées stationne tous les jeudis à proximité d'un stade et d'une aire de jeux pour enfants. Les bénévoles d'un collectif d'habitants offrent autour d'un café un accueil chaleureux et une écoute attentive aux visiteurs. Ils proposent des rencontres intergénérationnelles autour de jeux de société pour petits et grands... Leur souhait est de développer les liens dans cette commune devenue village-dortoir, désertée durant la journée par les habitants partis travailler ailleurs, et de procurer un moment de répit à des mamans, et de joie aux seniors, bien isolés. Ce projet dont le Secours Catholique est à l'initiative s'est développé en partenariat avec les institutions locales et des associations. Aujourd'hui, le collectif s'organise lui-même pour gérer un fonds de caisse et mettre en œuvre ses projets de développement durable pour le village.

RHÔNE : LES FAMILLES S'ENTRAIDENT

Le mercredi, Sana emmène ses enfants à la Maison des familles de Vaulx-en-Velin, cofondée par le Secours Catholique et les Apprentis d'Auteuil. Cette maison est un lieu d'entraide et d'accompagnement pour des familles – notamment monoparentales – qui se sentent en difficulté. Le réseau national compte près d'une vingtaine de ces maisons. L'équipe salariée, les bénévoles et les mères qui fréquentent la structure sont pour Sana et ses enfants une « deuxième famille ». « Jusque-là, quand l'école demandait le nom de quelqu'un à prévenir en cas d'urgence, je n'avais personne », dit-elle. Une autre maman, Meriem, l'épaula maintenant autant qu'elle peut. « Elle est là pour tout ! s'exclame Sana, dont le visage s'illumine. Son sourire suffit à ce que je me sente mieux. » ■

PERMETTRE LA PARTICIPATION ET L'EXPRESSION DE LA PAROLE DES PLUS PAUVRES

FORMATION SUR LE CHANGEMENT SOCIAL LOCAL AVEC UN PARTENAIRE BRÉSILIEN

Dans le cadre de la CPP signée avec l'AFD sur la Transition écologique juste (Voir pp. 42-43), le Secours Catholique-Caritas France a prévu de croiser les expériences d'animation au changement social local conduites en France et celles menées par différents partenaires internationaux. Cela s'est concrétisé en décembre 2022 par une première formation sur les conditions permettant la mobilisation et l'émancipation des personnes et des groupes pour agir dans la perspective d'un changement social. Celle-ci partait de l'expérience d'un partenaire brésilien qui accompagne le processus de mobilisation de producteurs en faveur du développement de l'agroécologie et de la représentante de l'un d'eux: un syndicat de travailleurs ruraux. Les acteurs et animateurs du réseau national participant à la formation avaient été amenés à réfléchir en amont à leur propre pratique comme point de départ des échanges.

ENSEMBLE, DÉVELOPPER LE POUVOIR D'AGIR DES PERSONNES

En 2022 se tenait la troisième promotion de la formation du Secours Catholique-Caritas France sur le développement du pouvoir d'agir des personnes. Cette véritable formation-action, sur six mois à raison de plusieurs fois deux jours, permet à tous les acteurs – animateurs, bénévoles et personnes en situation de précarité – de travailler ensemble et d'acquérir une méthodologie pour dynamiser le changement local. L'idée est que chacun des groupes (dix en 2022) parte d'un projet d'action ou de plaidoyer qu'il souhaite mener sur son territoire. Qu'il s'agisse de l'animation d'un « café sourire », de la création d'un Fraternibus ou d'un plaidoyer sur la mobilité, les participants sont appelés à se demander quelle est la difficulté sur laquelle ils veulent agir, comment elle est perçue par les personnes concernées, et ce qu'il est en leur pouvoir de faire, ici et maintenant. La démarche aide à prendre du recul par rapport à ce qu'on veut et peut entreprendre. Elle a montré qu'elle transforme les actions proposées autant que les personnes.

CRÉATIVITÉ ET CULTURE COMME LEVIERS DU POUVOIR D'AGIR



SEBASTIEN LE CLÉZIO / SCOF

Le Secours Catholique-Caritas France valorise depuis plusieurs années la créativité et la culture comme d'importants leviers du pouvoir d'agir des personnes. Plusieurs actions sont à retenir pour l'année 2022. La deuxième rencontre nationale « Partager pour agir », consacrée aux pratiques artistiques, créatives et culturelles, a été organisée à Lourdes à l'été. Une centaine de personnes venues de toute la France étaient présentes pendant trois jours de partage, mais aussi d'expérimentations, comme la réalisation de mandalas végétaux sous les arbres entourant la cité Saint-Pierre.

Deux résidences artistiques se sont tenues, la première pendant l'été avec des jeunes en situation de précarité de Young Caritas sur la pratique théâtrale avec la compagnie Les 4L, et la seconde pendant l'automne sur le thème « parole, musique et sons ». Ces propositions de résidences d'artiste ont fait leur apparition dans le paysage du Secours Catholique en 2021. Elles ont permis de valider l'intuition qu'ouvrir un espace et donner du temps pour soutenir la créativité des acteurs du réseau est un levier puissant pour faire émerger les fruits de la créativité et peut être un moteur dans la lutte contre la pauvreté. Une vingtaine de personnes se sont saisies de ces opportunités pour mettre en place un travail créatif collectif ou individuel.

Les ateliers d'écriture menés depuis 2016 dans le cadre de la revue *L'Apostrophe* se sont poursuivis en 2022 avec la publication de deux nouveaux numéros, le premier sur la citoyenneté, sorti opportunément pendant la campagne présidentielle, et le second sur l'alimentation, au moment où l'inflation rend difficile l'accès digne à une alimentation de qualité.

DES REPÈRES MÉTHODOLOGIQUES POUR RECUEILLIR LA PAROLE DES PERSONNES

Reconnaître l'expertise des personnes sur les situations de précarité qu'elles vivent fait partie intégrante de toutes les démarches et actions du Secours Catholique-Caritas France. C'est dire l'importance que nous accordons au recueil de leur parole.

En 2022, nous avons souhaité faire un inventaire de nos pratiques du recueil et de la valorisation de la parole des personnes, mais aussi mener des entretiens avec des professionnels en interne et en externe pour rassembler les références bibliographiques en la matière. Le fruit de ce travail a été présenté à nos directions de l'action et du plaidoyer ainsi que de l'engagement et de l'animation.

Ont été identifiées une vingtaine de démarches mettant la parole des personnes en leur centre: « Dis-moi » en Haute-Loire (voir « En bref »), les « séjours participatifs » du Finistère, « À toi la parole » des pays de l'Adour, le Conseil d'animation national (CAN)... Leur capitalisation a permis d'identifier des repères qui serviront de base à un livret pédagogique. Celui-ci sera travaillé en 2023 avec les personnes concernées. ■

>>> EN BREF >>>

GIRONDE : LE JEU PÉDAGOGIQUE SUR L'ACTION COLLECTIVE « ON THE ROAD, THE GAME »

La délégation de Gironde du Secours Catholique-Caritas France a une longue expérience de l'animation de groupes de rencontre et partage, à partir de laquelle elle a imaginé le jeu « On the Road, the game », un outil pédagogique au service des dynamiques de renforcement du pouvoir d'agir des personnes. Il s'agit de mettre en place un séjour de vacances, un atelier cuisine ou un vide-grenier solidaire de façon ludique et instructive. On s'aperçoit que ce qui n'est pas accessible à une personne le devient au groupe, et que des projets qui peuvent sembler inatteignables sont à portée de main quand on travaille ensemble. Le jeu ne cache pas les difficultés qui peuvent émerger dans les démarches proposées, mais il montre comment faire appel à des ressources pour lever les obstacles. Le jeu a été construit et testé avec des équipes de la délégation sur la base de ce qu'elles vivent au quotidien. Il a été réalisé et proposé en 2022 à l'ensemble des dé-

légations qui souhaitent développer leur pratique de l'action collective.

HAUTE-LOIRE : DES ATELIERS POUR ACCÉDER À LA CULTURE



Depuis quatre ans, en Haute-Loire, plus d'une centaine de personnes en difficulté participent à une quinzaine d'ateliers artistiques. Organisés par un collectif d'associations dont le Secours Catholique fait partie, ces ateliers ont pour objectif d'aider les participants à s'épanouir et à retrouver le goût du lien social. L'aventure « Dis-moi » a commencé en 2016. Les ateliers sont gratuits, ouverts à tous, et offrent un cadre sécurisant aux plus fragiles, car l'artiste chargé de l'atelier adhère à la démarche. Rassemblant aujourd'hui

plus d'une centaine de participants, les 16 ateliers tournent bien. « Dis-moi » est devenu une entité à part entière qui a permis à certains participants de rebondir, de trouver un travail ou un équilibre qu'ils avaient perdu.

VAR : À TOULON, UNE COUR DE RE-CRÉATION

Le Secours Catholique relance sa présence dans le centre-ville de Toulon en investissant un espace appartenant au diocèse et baptisé la Cour de re-création. Lieu d'accueil fraternel ouvert tous les jours de la semaine, il abrite une permanence de solidarité ainsi qu'une galerie d'art qui met en valeur des œuvres réalisées par des personnes en situation de précarité. Situé dans le quartier Chalucet, pôle culturel de la métropole toulonnaise, l'espace avoisine plusieurs écoles d'art et des logements étudiants, et se veut résolument tourné vers ce public. L'objectif est que les étudiants s'approprient ce lieu d'exposition, qu'ils puissent être accompagnés au besoin *via* la permanence sociale et associés à différentes rencontres et activités. ■

FAIRE VIVRE LA SPIRITUALITÉ

« EN CHEMIN AVEC BARTIMÉE » VERS LA DIMENSION SPIRITUELLE DU SECOURS CATHOLIQUE

La dimension spirituelle n'est pas essentielle mais vitale. Cette vérité s'est fortement exprimée au Secours Catholique-Caritas France au moment de la crise sanitaire, imposant la nécessité d'un texte repère sur le positionnement de l'association par rapport à cette question. Celui-ci a été rédigé en 2021 avec près de 600 acteurs, puis adopté par notre assemblée générale avant de faire l'objet d'un livret, « *En chemin avec Bartimée* », paru en 2022. Le texte repère y est éclairé par les différents éléments des quatre parties du livret : premièrement les paroles de personnes ayant le vécu de la pauvreté, puis les textes sources qui viennent préciser l'ensemble des notions présentes dans le texte repère (la dimension interculturelle, la laïcité, notre lien à l'Église, sa doctrine sociale...), pour en accompagner la compréhension et, enfin, différents moyens pédagogiques et propositions d'animation pour s'approprier les contenus et les faire vivre. Le livret se clôture avec un document cadre qui permet de relier les dimensions spirituelle, évangélique et ecclésiale. Il est une invitation à renouveler, vivre et servir ensemble et à partir des plus pauvres une dynamique spirituelle, évangélique et ecclésiale.

INSTITUTIONNALISATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA FRATERNITÉ HUMAINE

Le 4 février a été déclaré Journée internationale de la fraternité humaine par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) du 21 décembre 2020. Cette décision faisait suite à la signature par le pape François et le cheikh El-Tayeb, imam d'Al-Azhar, d'un document commun fondamental sur la fraternité humaine.

Le Secours Catholique-Caritas France a décidé en 2022 de célébrer cette journée et de l'institutionnaliser, pour que celle-ci œuvre à l'un des changements visés dans notre projet national : « favoriser la construction d'une société interculturelle et interreligieuse ». Après le discours d'ouverture de Véronique Devise, présidente du Secours

Catholique, cette commémoration s'est poursuivie sous forme de table ronde avec des intervenants d'associations partenaires engagées dans le dialogue des religions comme Coexister, le Groupe d'amitié islamo-chrétienne (Gaic) et Jesuit Refugee Service (JRS). Ceux-ci sont partis d'un cahier sur la fraternité du réseau Saint-Laurent pour le mettre en regard de leur propre expérience et de leur propre vision de la fraternité.

MISE EN PLACE D'UNE CELLULE LAÏCITÉ

L'objectif affiché de la loi du 23 août 2021 confortant le respect des principes de la République (loi CRPR) est d'armer la République contre toutes les formes de séparatisme, de protéger le modèle républicain de laïcité et de s'opposer au développement du repli communautaire et du séparatisme sous toutes ses formes. Elle a donné l'occasion au Secours Catholique-Caritas France de mener une réflexion sur la laïcité et de faire entendre

la voix de l'Église sur ce sujet. Une cellule laïcité a été créée en 2022. Elle a pour mission de faire vivre encore davantage, par des actions ou formations communes, nos partenariats avec le Service national des relations avec les musulmans (SNRM), Coexister et Ensemble avec Marie. Dans une période où la tendance est davantage au repli sur soi et aux tensions communautaires, nous remplissons ainsi notre mission de construire ensemble une société fraternelle dans le respect des différences et des convictions.

DÉFINITION DES NOUVELLES ORIENTATIONS DU SECOURS CATHOLIQUE À LA CITÉ SAINT-PIERRE

Depuis le début des années 1990, les délégations du Secours Catholique-Caritas France animent et

“ CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ FRATERNELLE DANS LE RESPECT DES DIFFÉRENCES ET DES CONVCTIONS. ”

>>> EN BREF >>>

BOUCHES-DU-RHÔNE : PROMENADES SPI MENSUELLES

Depuis un an et demi, le Secours Catholique d'Aix-en-Provence propose tous les mois une marche spirituelle aux personnes qu'il accompagne. Le parcours d'une poignée de kilomètres le long de la Côte bleue, entre Sainte-Croix et La Couronne, à l'ouest de Marseille, se prête à deux ou trois haltes pour écouter un texte biblique. « *Je n'ai pas besoin d'entrer dans une église pour partager ma foi* », explique Jean-Baptiste, 55 ans, un habitué du Secours Catholique. Pour cet ancien judoka originaire des Antilles françaises et installé en Provence depuis vingt-cinq ans, les cinq kilomètres de marche sont tout juste une promenade de santé, mais, dit-il, « *l'important est de passer un bon moment avec d'autres* ».

La vingtaine de participants s'est retrouvée vers 9 heures sur le parking désert de la plage de Sainte-Croix, certains venant d'Aix, de Sausset-les-Pins ou de Carry-le-Rouet ou en voisines, comme Dominique et Jeanine, deux retraitées du coin. Pascale, bénévole depuis vingt-huit ans à Aix-en-Provence et co-initiatrice de ces marches spirituelles, se place au centre du groupe et évoque l'Antiquité. Elle relate cette « histoire » qui a traversé les siècles, celle d'une barque chargée de migrants arrivés ici en quête d'eau potable. Ils interrogent le premier autochtone venu, « *un sourd-muet qui finit par les comprendre et leur indique une source d'eau pure. Pour le remercier, ces voyageurs le guérissent de sa double infirmité* ». Ce texte ne manque pas de questionner les marcheurs sur l'usage des sens et leur rapport aux autres. ■



CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF



ELODIE PERRIOT / SCCF

construisent avec des personnes en situation de précarité des « voyages de l'espérance », une démarche commune de fraternité et de recherche de sens. Si ces voyages se pratiquent dans différents endroits de pèlerinage ou de retraite, la cité Saint-Pierre en a été pionnière et en reste un lieu phare. En 2022, et pour la première fois depuis la pandémie de Covid, ces voyages ont pu reprendre pleinement, avec plus de 500 participants au total.

Cette même année, le Secours Catholique a défini le projet à cinq ans de ce qu'il souhaite mener dans ce lieu unique. L'écologie intégrale en est la pierre angulaire. Il s'agit en effet de mettre en lumière le lien entre précarité et écologie que nomme le pape quand il parle de « clameur de la terre, clameur des pauvres » dans l'encyclique *Laudato si'*. Par la cité Saint-Pierre, le Secours Catholique souhaite donner à voir et expérimenter une mise en œuvre ecclésiale concrète de ce message. Notre projet à cinq ans pour la cité Saint-Pierre se décline en quatre orientations : relever le défi d'un accueil sobre, simple, joyeux, et le vivre dans son quotidien ; oser l'expérience et la pédagogie de la charité au service de l'Église ; mettre en œuvre ensemble des modes de fonctionnement pour (re)donner vie à l'engagement, source de joie, de fraternité et de croissance ; déployer l'ouverture de la cité Saint-Pierre, en communion avec son territoire et son temps. ■

COMBATTRE LA PRÉCARITÉ PAR L'ACCÈS AUX DROITS POUR TOUS

L'ANNÉE 2022 a été marquée par les échéances électorales nationales, dans un contexte où le quotidien de bon nombre de personnes en France se révèle éprouvant. Avec la volonté de dépasser tout clivage et toute peur, le Secours Catholique-Caritas France a proposé un cap aux candidats à l'élection tant présidentielle que législative, celui de la fraternité, une fraternité que nous vivons au quotidien, dans notre mission d'accueil, d'écoute, d'aide et d'accompagnement des plus précaires. Derrière les 9 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, les 12 millions en situation de précarité énergétique, les 4 millions mal logées, les 3 millions durablement privées d'emploi, les 7 millions bénéficiaires de l'aide alimentaire, les familles évacuées de leur campement de fortune, les populations obligées de fuir leurs terres... nous mettons des visages. Avec elles, nous cherchons des solutions, nous faisons des expérimentations qui amorcent des changements structurels. C'est par exemple le programme Ensemble, bien manger bien vivre qui commence à tisser sur le territoire des solutions d'accès digne à une alimentation durable et de qualité, ou le programme de rénovation des passoires thermiques 1DigneToit, issu de notre partenariat avec le Réseau éco-habitat, qui inspire aujourd'hui le dispositif public Mon accompagnateur rénov'. Ce sont aussi des expérimentations comme Territoires zéro chômeur de longue durée, dont le déploiement à grande échelle permettrait d'offrir un emploi à ceux qui en sont privés depuis trop longtemps, ou celle annoncée de Territoires zéro non-recours, qui veut permettre à tous ceux qui ont droit à des prestations sociales de les toucher effectivement. Le monde juste et fraternel que nous appelons de nos vœux peut advenir. Il demande du courage politique, celui que nous ne cessons d'insuffler aux élus en les invitant à nous suivre dans l'action.



LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ FINANCIÈRE ET POUR L'ACCÈS À UN REVENU DÉCENT

L'IMPACT DE LA CRISE SUR LES MÉNAGES LES PLUS PAUVRES

En novembre 2022, le Secours Catholique-Caritas France publiait son rapport annuel sur l'état de la pauvreté en France, une étude statistique réalisée à partir de l'analyse des situations de plus de 46 000 ménages accueillis par ses équipes en 2021. Désireux de mesurer l'impact de la crise sanitaire sur les ménages les plus fragiles, nous avons complété ce rapport par une étude menée en partenariat avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et l'université Paris-Saclay. Celle-ci s'appuie sur la situation de 9 000 ménages pendant trois périodes distinctes : avant, pendant et après la crise. L'objectif était de mesurer l'évolution du niveau de vie de ces ménages, et leur reste à vivre après déduction des dépenses contraintes telles que le loyer, l'électricité, etc.

Première observation : les aides publiques accordées en 2020 ont montré une efficacité ponctuelle. Mais comme elles n'étaient pas pérennes, fin 2021, la situation des ménages bénéficiaires s'était aggravée. Quant aux personnes qui n'avaient pu bénéficier de ces aides (personnes en emploi précaire ou informel, au chômage, femmes seules), la baisse du niveau de vie s'est observée tout au long de la période. Résultat sur l'ensemble de cet échantillon : le reste à vivre deux ans après la crise sanitaire pour se nourrir, se vêtir, se distraire... était en moyenne de 5 euros par jour et par personne, alors que nous estimons qu'il faut au minimum 7 euros uniquement pour se nourrir. Cette étude montre surtout que le taux de pauvreté en France, tel que le mesure l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) sur la base des seuls revenus des ménages, ne rend pas compte de la précarité réellement vécue. À revenus constants, le reste à vivre des

ménages les plus pauvres continue de baisser du fait de l'inflation, notamment sur les denrées alimentaires et les énergies.

Notre rapport statistique 2022 comprend en outre une contribution de personnes en situation de pauvreté du Rhône qui, ensemble, ont dégagé et analysé les grandes lignes de leur expérience commune de la pauvreté : la peur, la charge mentale, les constants arbitrages à faire, les compétences « mathématiques » développées... des réalités qu'elles ont pu exprimer au ministre des Solidarités lors de la présentation du rapport.

DES AVANCÉES DANS L'APPROCHE STATISTIQUE DE LA PAUVRETÉ

Entre 2016 et 2019, le Secours Catholique-Caritas France a contribué à une recherche participative lancée dans six pays par le Mouvement ATD Quart Monde et l'université d'Oxford. Il s'agissait de tenter de définir les multiples dimensions de la pauvreté telle qu'elle est vécue par les personnes et non uniquement à l'aune des revenus. En 2022, dans la continuité de ce travail, l'Insee a sollicité le Secours Catholique et ATD Quart Monde pour travailler avec deux membres de l'Insee sur deux des dimensions de la pauvreté identifiées dans l'étude de 2021, à savoir l'isolement et la maltraitance administrative. Ces travaux ont été restitués à l'Insee le 24 juin. Ces recherches, qui se poursuivront en 2023, vont dans le sens de notre plaidoyer pour que la pauvreté soit étudiée dans toutes ses dimensions ressenties et vécues par les personnes.

MANIFESTE POUR UNE INCLUSION FINANCIÈRE UNIVERSELLE

Disposer d'un compte bancaire est fondamental pour percevoir son salaire, retirer des espèces, régler ses factures, recevoir ses allocations, ses remboursements, mais aussi pour accéder à des conseils sur le crédit, le microcrédit ou l'épargne. Or, de nombreuses personnes rencontrent encore des difficultés pour y avoir accès, notamment celles dont le compte a été clôturé, les demandeurs d'asile, et les personnes âgées, face à la dématérialisation. En 2022, pour documenter ces situations, le Secours Catholique-Caritas France, avec Emmaüs France, APF France-Handicap, l'UFC que choisir, Familles rurales et la Confédération syndicale des familles,

a dressé l'état des lieux de l'inclusion financière en France. Publié en octobre 2022 sous forme de manifeste, ce document verse de nombreux chiffres et témoignages au dossier et formule six propositions pour atteindre l'inclusion financière pour tous : créer un service bancaire universel en France, maintenir l'accès aux espèces, veiller à ce que les cartes bancaires à autorisation systématique soient utilisables partout, fournir une véritable carte de paiement aux demandeurs d'asile, garantir l'accessibilité physique aux infrastructures bancaires pour les personnes en situation de handicap et lutter contre l'exclusion numérique.



RÉUSSITES DE PLAIDOYER

• DES AVANCÉES SUR LE FRONT DU NON-RECOURS

Le non-recours aux prestations sociales, son caractère massif et ses enjeux étaient au cœur du rapport « Non-recours : une dette sociale qui nous oblige » publié par le Secours Catholique-Caritas France en 2021. Parmi les recommandations que nous y adressions aux pouvoirs publics, deux ont été reprises en 2022.

La première concerne notre idée de Territoires zéro non-recours aux prestations sociales, que nous avons déjà glissée dans le précédent Plan pauvreté et dont la loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration (3DS), adoptée en février 2022, a consacré le principe en autorisant des expérimentations. Depuis le Plan pauvreté et la publication de notre rapport « Non-recours : une dette sociale qui nous oblige », quatre territoires se sont lancés spontanément, à Bastia, Lyon, Paris et en Ardèche. Le ministre des Solidarités a annoncé que, dans le cadre du Pacte des solidarités, une dizaine de territoires Zéro non-recours (ou Territoires 100 % accès aux droits) seraient retenus début 2023 pour une expérimentation appuyée par le ministère. Plusieurs autres expérimentations sont ainsi en préparation, dont une appuyée par la délégation Tarn-Aveyron-Lozère du Secours Catholique. La seconde recommandation, soutenue par le collectif Alerte et le Pacte de pouvoir de vivre, concerne le versement automatique des prestations sociales aux personnes pouvant y prétendre. Le ministre des Solidarités a annoncé vouloir en faire une de ses priorités. Bien que le dispositif envisagé ne réponde que partiellement à nos attentes, il s'agit d'une avancée dont nous nous réjouissons. Nous allons suivre sa mise en place, en veillant à ce qu'automatisation ne rime pas avec déshumanisation, et à ce que le remboursement des éventuelles sommes indues se fasse dans des conditions laissant aux personnes un reste à vivre décent.

FOCUS

CAMPAGNE « PRENONS LE PARTI DE LA FRATERNITÉ »

MOBILISATION LORS DES CAMPAGNES PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVE

Pour advenir, le monde juste et fraternel que le Secours Catholique-Caritas France appelle de ses vœux a besoin de politiques garantissant à chacune et chacun une planète habitable, un traitement respectueux, un logement, un emploi et un revenu décents, une alimentation digne. Ces politiques sont possibles. C'est pourquoi nous nous sommes mobilisés au niveau national avec le collectif Pacte du pouvoir de vivre, avec Alerte et le CAU, tout au long du premier semestre 2022, pour défendre ces propositions auprès des candidats à la présidentielle – Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon, Valérie Pécresse, Fabien Roussel – ou leurs équipes de campagne. Nous l'avons fait également plus localement, lors des élections législatives. Les délégations avaient le choix de s'engager à différents niveaux : en interne, pour sensibiliser sur les enjeux du vote et aider les équipes à s'approprier nos cinq thématiques de plaidoyer pour 2022 ; auprès du grand public, en organisant des événements pour susciter le débat ; et enfin auprès des candidats, pour les solliciter sur nos propositions. ■



2 MARS

LE PARTENARIAT AVEC LA CROIX

Le 2 mars, le quotidien *La Croix* et le Secours Catholique se sont associés pour une édition spéciale donnant la parole à Claire, Gisèle et Fulbert, des personnes en situation de précarité accompagnées par nos équipes. Accueillies au sein de la rédaction, elles ont pu découvrir comment se fabrique le journal et débattre des sujets importants, ou oubliés, de la campagne présidentielle.

PUBLICATION DU SONDAGE AVEC L'INSTITUT VIAVOICE

Le Secours Catholique s'est associé à l'institut ViaVoice pour réaliser un sondage auprès d'un échantillon représentatif de la population française. Cette opération visait d'une part à diffuser nos propositions dans les médias et d'autre part à tester nos propositions auprès du grand public. Elle a fait émerger une grande proximité de l'opinion publique vis-à-vis d'une majorité de nos constats et de nos propositions.

10 AU 24 AVRIL

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

JANVIER

FÉVRIER

MARS

AVRIL

MAI

JUIN

LES JOURNÉES NATIONALES DU PLAIDOYER

Trois sessions de deux jours ont eu lieu à Carcassonne, Dourdan (région parisienne) et Lyon. L'objectif était de former les équipes au plaidoyer, sur le fond et sur la forme, en prévision de leurs démarches auprès des candidats aux élections législatives, mais aussi de s'approprier collectivement les plaidoyers prioritaires de l'association pour la mobilisation 2022. Plus de 200 personnes de délégations, de régions et du siège ont participé à ces journées qui ont offert une occasion de renforcer les liens et la collaboration entre le siège et les délégations en vue de mobiliser et de sensibiliser les personnes et le grand public sur nos sujets.

14 AU 21 MAI 2022
SEMAINE DE MOBILISATION NATIONALE

Voici quelques-uns des 20 événements grand public mis en place par les délégations.

Le 21 mai, place de la République, à Paris : des animations et des ateliers participatifs ont permis de faire connaître nos plaidoyers aux passants, notamment sur des thématiques qui résonnent particulièrement à Paris – l'accès pour toutes et tous à un logement décent, à un travail ou à un revenu digne, le respect de la dignité des personnes exilées et la transition écologique juste.

Le 19 mai, à Sainte-Bazeille (Périgord Agenais) : un ciné-débat s'est déroulé en présence de trois candidats aux élections législatives (Nupes, Ensemble et LR) qui ont pu engager la discussion avec plusieurs personnes en situation de précarité énergétique autour de la projection d'un court-métrage, *Quand l'énergie vient à manquer*.

Le 13 mai, à Massieu (Isère) : un ciné-débat a eu lieu autour du film *Nouvelle cordée* qui porte sur le dispositif Territoires zéro chômeur de longue durée, en présence de plus de 50 personnes.



16 NOVEMBRE
LANCEMENT D'UN GROUPE D'AMITIÉ PARLEMENTAIRE

Nous avons profité de l'élection des nouveaux députés et sénateurs rencontrés lors de la campagne pour créer un groupe d'amitié parlementaire transpartisan. L'objectif est de créer un espace de rencontre et de discussion, en partant de la parole et des idées de personnes qui ont l'expérience de la pauvreté, afin de croiser nos analyses, nos propositions, et de partager des réflexions hors caméra. La première réunion a eu lieu au mois de novembre avec 12 élus présents.

12 AU 19 JUIN
ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

JUILLET

AOÛT

SEPTEMBRE

OCTOBRE

NOVEMBRE

DÉCEMBRE

POURSUITE DES PRIORITÉS NATIONALES DE PLAIDOYER

Les cinq priorités de plaidoyer définies à partir de la démarche « Penser l'après » menée en 2021 au sein de notre réseau et auprès de nos partenaires internationaux nous ont servi de boussole tout au long de la mobilisation autour des élections. Nous avons continué à pousser nos propositions au-delà, notamment au moment de l'examen du projet de loi de finance 2023 par les parlementaires. L'enjeu était de s'assurer que les moyens prévus au budget seraient à la hauteur des défis et des promesses.

DES IDÉES, DES PARTENARIATS ET DES INITIATIVES POUR FAVORISER LE RETOUR À L'EMPLOI



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCCF

L'accompagnement des personnes vers l'emploi fait partie des missions du Secours Catholique-Caritas France, avec environ 50 équipes dédiées sur le territoire. En tant qu'association, nous sommes engagés dans des structures d'insertion par l'activité qui se profes-

sionnalisent et se développent comme Bis Boutique solidaire ou Cités coop, et dans des expérimentations comme Territoires zéro chômeur de longue durée. Ces derniers comptaient, en décembre 2022, 50 entreprises conventionnées

ayant contribué à créer 1809 emplois supplémentaires et 263 projets en phase d'élaboration.

Nous développons également des projets d'alternatives à l'activité salariée, où le travail de chacun est valorisé dans le cadre d'une économie solidaire.

“ RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR DES PERSONNES, LE LIEN SOCIAL ET L'ESTIME DE SOI. ”

Les Accorderies, qui fonctionnent sur le principe d'échange de services contre des unités de temps, contribuent à renforcer le pouvoir d'agir des personnes, le lien social et l'estime de soi, souvent mise à mal par l'expérience du chômage ou de la précarité. L'année 2022 a été l'occasion de réaliser une étude sur l'impact des Accorderies.

PARTICIPATION AU CARREFOUR DES SAVOIRS SUR LA PROTECTION SOCIALE

En 2015, le Secours Catholique-Caritas France a lancé, avec d'autres organisations comme Aequitaz, la Fédération des centres sociaux et les Accorderies, une exploration citoyenne de ce que pourrait être un système de protection sociale plus juste qui ne laisse personne sur le bord de la route. Un petit groupe s'est alors engagé, avec des personnes en recherche d'emploi, dans une démarche de croisement des savoirs et des expertises. La dernière saison de ce Carrefour de savoirs sur la protection sociale, qui s'est terminé en novembre 2022, s'est intéressée plus particulièrement à la question des modes de contribution au bien commun autres que le travail rémunéré, qui pourraient être reconnus par le système de protection sociale plus juste que nous appelons de nos vœux.

PAROLES DE CHÔMEURS

Il est bien rare que les personnes soient consultées dans le cadre des décisions politiques qui les concernent, *a fortiori* quand il s'agit de chômeurs. C'est pourquoi, au lendemain de la crise sanitaire qui a créé beaucoup d'insécurité sur l'emploi, et alors que s'engageaient les débats autour de la réforme de l'assurance chômage, le Secours Catholique-Caritas France s'est engagé au sein du Collectif pour la parole de chômeurs, en vue de recueillir la parole des chercheurs d'emploi. Le livre blanc qui résulte de cette enquête s'adresse à toute la société, mais aussi et prioritairement aux candidats aux élections présidentielle et législatives de 2022. Il n'aborde pas toutes les thématiques liées à l'emploi ni toutes les solutions possibles, mais donne à entendre le ressenti des personnes face aux difficultés qu'elles rencontrent ainsi que leurs propositions. Publié et présenté à la presse le 25 janvier 2022, *Paroles de chômeurs* a eu un large écho dans les médias, avec de nombreuses reprises dans la presse écrite et audiovisuelle. ■

PROMOUVOIR DES MODALITÉS D'AIDE ADAPTÉES AUX PERSONNES

GUIDE PRATIQUE DE LA POLITIQUE DES AIDES

L'aide financière ou matérielle aux personnes en difficulté fait pleinement partie des modes d'accompagnement du Secours Catholique-Caritas France. Chaque délégation a sa propre pratique, et plusieurs d'entre elles ont souhaité être accompagnées dans la réécriture de leur politique non seulement des aides, mais aussi de l'accompagnement qui va avec, notamment vers l'accès aux droits, et des repères pour tenter de mieux accompagner les bénévoles confrontés à des situations complexes.

En 2022, nous avons conçu un kit afin de partager quelques bonnes pratiques expérimentées par certaines délégations, des fiches repères sur des sujets variés et les documents qui fondent la doctrine de l'association. Ce kit a vocation à évoluer pour mieux répertorier l'existant et tenter d'apporter des éléments de réponse aux questions qui se posent dans la pratique quotidienne. Il a été élaboré avec une première promotion de huit délégations qui souhaitaient réécrire leur politique des aides. Une seconde promotion a été lancée en décembre 2022. Ses réflexions permettront d'enrichir le kit.

MODULE DE FORMATION DES DÉLÉGUÉS EN CCAS NOUVELLE-AQUITAINE

Depuis plusieurs années, le Secours Catholique-Caritas France a renforcé l'accompagnement des 1500 bénévoles mandatés dans les CCAS. Des formations ont été élaborées à leur attention, afin de les faire monter en compétences, de les éclairer dans les décisions à prendre et de les tenir informés des sujets portés par l'association. En 2022, le Groupe régional plaidoyer de Nouvelle-Aquitaine et l'équipe du siège dédiée ont conçu un module de formation d'une journée. Son but : permettre à un mandaté CCAS/CIAS d'améliorer sa posture et de prendre conscience de son rôle en mettant en avant les trois attitudes essentielles qui doivent être les siennes : travailler en réseau dans des organisa-



MATHIEU GÉNON / SCCF

tions complexes, vouloir participer au changement local de sa commune, contribuer à l'identification des problématiques et les partager en interne et en externe. ■

»» EN BREF »»

EN CORSE : COLLOQUE SUR LE RÔLE DES COMMUNES DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Le collectif La Clé, dont la délégation du Secours Catholique-Caritas France de Corse fait partie, organise un colloque chaque année. En 2022, celui-ci se proposait d'interroger le rôle que peuvent jouer les communes dans la lutte contre la pauvreté, en s'appuyant sur des exemples concrets, comme à Cachan (94) où les habitants sont invités à participer à l'élaboration des projets communaux, ou dans la métropole de Lyon qui expérimente un revenu de solidarité active (RSA) pour les jeunes. La question de la lutte contre le non-recours a aussi été abordée, en pointe en Corse avec le déploiement d'un bus France Services et l'expérimentation d'un Territoire zéro non-recours dans un quartier de Bastia, dont les résultats s'observent déjà.

La présence de nombreux élus comme le président exécutif, le député et le commissaire à la lutte contre la pauvreté de la région a été un motif de satisfaction pour le collectif. ■

FOCUS

PROGRAMME « ENSEMBLE, BIEN VIVRE, BIEN MANGER »

La récente crise sanitaire a mis en lumière la pertinence du plaidoyer du Secours Catholique-Caritas France en faveur d'un accès digne à une alimentation durable et de qualité. Le programme « Ensemble, bien vivre, bien manger » lancé en 2021 vise à apporter des changements systémiques en ce sens.

ENTRETIEN AVEC LAURENT SEUX, RESPONSABLE DU PROGRAMME



GAËL KERBAOL / SCSF

Quelle est la genèse du programme « Ensemble, bien vivre, bien manger » ?

Cela fait plusieurs années que le Secours Catholique-Caritas France développe des alternatives à l'aide alimentaire traditionnelle afin d'offrir un accès digne à une alimentation durable et de qualité. La pertinence de cette approche a été démontrée lors de la crise sanitaire qui a

mis en lumière l'ampleur et la persistance de la précarité alimentaire, la fragilité des modèles d'aide distributifs et le manque de résilience des territoires. « Ensemble, bien vivre, bien manger » est une réponse à l'urgence

de contribuer à des changements significatifs, à l'horizon 2025. Nous nous sommes fixé quatre leviers d'action : adapter et développer nos propres pratiques, soutenir des mobilisations citoyennes avec des personnes vivant la précarité alimentaire, sensibiliser sur ces enjeux et mener un

plaidoyer tant local que national pour le droit à une alimentation digne et de qualité.

Comment cela se traduit-il au sein du réseau du Secours Catholique ?

Une trentaine de délégations sont déjà engagées dans des projets d'accès digne à l'alimentation. À partir de ces expériences, nous avons élaboré

un programme national sur les « paniers frais solidaires » et mené un travail d'orientation sur les « épiceries solidaires », afin de fixer un cadre d'action aux délégations qui souhaitent se lancer ou adapter leurs pratiques. L'engagement dans ces formes d'accès à l'alimentation est un sacré changement. C'est ce qui ressort de l'étude interne finalisée en 2022 sur les représentations liées aux pratiques d'aide alimentaire, auprès de plus de 1 000 bénévoles. Ces retours nous donnent des pistes pour mieux accompagner les équipes dans l'adaptation et l'évolution des pratiques.

Comment passer à des changements plus systémiques ?

Pour faire monter en charge notre plaidoyer et commencer à amorcer des changements, nous accompagnons la mobilisation citoyenne avec les personnes qui vivent la précarité, autour de ces enjeux. Du 10 au 14 octobre 2022, 150 personnes, dont une cinquantaine sont directement concernées, une dizaine de partenaires nationaux et trois partenaires internationaux se sont retrouvées pour une semaine de formation. Notre action avec les personnes en situation de précarité pour l'accès digne de toutes et tous à une alimentation durable et de qualité est notre marque de fabrique dans le paysage français sur ce sujet.

Nous siégeons d'ailleurs au sein du Comité national de coordination de lutte contre la précarité alimentaire (Cocolupa) où nous avons copiloté, avec ATD Quart Monde, un groupe de travail sur la participation des personnes. Dans le cadre de notre plaidoyer et à partir des travaux menés au sein du Cocolupa,

“ NOUS ACCOMPAGNONS LA MOBILISATION CITOYENNE AVEC LES PERSONNES QUI VIVENT LA PRÉCARITÉ. ”



CHRISTOPHE HARGOUES / SCOF

nous sommes intervenus dans le débat public sur les chèques alimentaires et nous sommes engagés sur les questions d'accessibilité dans la restauration collective pour les personnes en situation de précarité.

Quelles sont les perspectives pour l'année à venir?

Nous allons continuer à appuyer l'initiative et la mobilisation tout en développant notre plaidoyer en

France mais également en lien avec l'international. L'alimentation est un enjeu mondial, comme nous l'ont rappelé les partenaires d'Espagne, d'Angleterre, de Haïti pendant notre semaine de formation, De même, lors de notre participation au Fospa au Brésil (voir p. 41) avec la délégation du Berry, nous avons pu mesurer l'impact des accords commerciaux internationaux sur ces enjeux de part et d'autre. ■

DES IDÉES SUR LES TERRITOIRES

L'expérimentation « TerritoireS à vivreS », qui vise à créer de nouvelles coopérations pour des systèmes alimentaires durables et inclusifs, a été lancée en 2021 à **Lyon, Aix-Marseille et Montpellier, et Toulouse**. Le Secours Catholique-Caritas France a contribué à son pilotage, avec les réseaux Cocagne, Civam, Vrac et l'Ugess. L'une des réalisations a été inaugurée le 28 janvier 2023 à Montpellier, où la municipalité a créé une ligne budgétaire pour alimenter une caisse en monnaie locale accessible à tarif préférentiel pour des personnes en situation de précarité, et utilisable dans des points de distribution de produits locaux ouverts à tout le monde. Les modalités d'utilisation de cette caisse ont été définies par un conseil citoyen constitué pour moitié de personnes en situation de précarité, dont des personnes accompagnées par le Secours Catholique. ■

LA DIMENSION LOCAL-GLOBAL DU PROGRAMME « ENSEMBLE, BIEN VIVRE, BIEN MANGER »

Le programme « Ensemble, bien vivre, bien manger » du Secours Catholique-Caritas France défend un modèle d'accès digne à une alimentation durable et de qualité pour tous et vise à apporter des changements systémiques en ce sens, en France comme à l'international. Afin de faire vivre cette dimension local-global, des croisements des savoirs ont été créés en 2022. En juillet, dans le cadre du Fospa, un des quatre ateliers organisés par le Secours Catholique présentait des actions menées en Colombie et dans le Berry, en France, pour défendre le droit à l'alimentation digne et de qualité. En octobre, plusieurs acteurs internationaux participaient à la rencontre organisée à Lourdes dans le cadre du programme : Caritas Espagne, le réseau britannique Food Power et notre partenaire à Haïti, Concert'Action, qui accompagne les communautés rurales en vue d'améliorer leurs conditions de vie et de favoriser leur transition vers l'agroécologie. ■

FAVORISER UNE MOBILITÉ DURABLE ET INCLUSIVE

POUR DES ZONES À FAIBLES ÉMISSIONS ET À FORTE ACCESSIBILITÉ

À l'horizon 2025, près de la moitié de la population française vivra dans une zone à faibles émissions (ZFE). Il s'agit d'une avancée en termes de santé et d'environnement, avec toutefois un impact social à ne pas négliger. En effet, 38 % des ménages les plus pauvres ont une voiture Crit'air 4 ou 5, et 50 % ne disposent d'aucune alternative pour se déplacer. Dès 2021, le Secours Catholique-Caritas France a réfléchi à des dispositifs financiers alliant microcrédit, valorisation des primes à la conversion et prêt à taux zéro pour permettre au plus grand nombre d'accéder à des véhicules propres. Mais l'instauration des ZFE est aussi une opportunité à saisir pour accélérer la sortie du tout-voiture. Dans cette optique, les délégations de l'Isère, du Cantal-Puy-de-Dôme, du Rhône et de Haute-Normandie, avec Emmaüs France, Solidarauto et le réseau Action climat, ont réalisé une enquête en 2022 auprès des plus précaires afin de comprendre les problèmes de mobilité qu'ils rencontrent et d'en tirer des enseignements avec

des experts. Le document issu de cette étude a été publié en juin 2022 sous le titre « Pour des métropoles et des agglomérations à faibles émissions et à forte accessibilité ». Il propose un ensemble de neuf recommandations concrètes à l'attention des pouvoirs publics, des acteurs socio-économiques et de la solidarité pour concilier les problèmes de mobilité, les enjeux de santé et les enjeux environnementaux. Développement de mobilités alternatives, partagées, solidaires, respectueuses de l'environnement ou inversées, les solutions existent pour permettre à tous les citoyens, quels que soient leur lieu de résidence et leurs ressources, d'accéder à l'ensemble des services de leur territoire.

PROPOSER DES ALTERNATIVES VIABLES À LA VOITURE INDIVIDUELLE THERMIQUE

Dans son rapport « Pour des métropoles et des agglomérations à faibles émissions et à forte accessibilité », le Secours Catholique-Caritas France préconise le développement d'alternatives à la voiture individuelle thermique. En 2022, chacune à leur niveau, nos délégations s'y sont employées, imaginant toutes sortes d'initiatives répondant à des besoins particuliers.

Des ateliers vélos. Il s'agit de récupérer des vélos donnés par des particuliers ou des paroisses, de les réparer et de les prêter ou de les louer à des personnes en situation de précarité. Ces ateliers ont commencé à se développer dans huit départements. Ils proposent également des initiations à l'entretien de son vélo et servent de plateforme de plaidoyer pour une mobilité économique et responsable.

Mise à disposition de véhicules. Sept équipes du Secours Catholique proposent aujourd'hui cette solution d'autopartage mise en œuvre en 2021. Le principe en est simple. Une personne non motorisée peut réserver une voiture mise à disposition par la délégation pour se rendre à un rendez-vous. Elle paie une location symbolique de 1 ou 2 euros par jour ainsi que le carburant.

Les Fraternibus ou la mobilité inversée. Ce sont parfois des territoires entiers qui se sont retrouvés au fil des ans sans commerces de proximité ni lieux de ren-



RÉUSSITES DE PLAIDOYER

• UN MEILLEUR ACCÈS AUX TRANSPORTS EN COMMUN POUR LES PLUS PAUVRES

Dans le Maine-et-Loire, un travail de plaidoyer porté par plusieurs associations, dont le Secours Catholique, a permis de faire évoluer la tarification des transports de la ville d'Angers pour prendre en compte le quotient familial et les situations particulières des demandeurs d'asile. Ce nouveau fonctionnement pourrait inspirer d'autres communes!

Dans l'Ain, notre équipe de bénévoles d'Oyonnax a découvert que l'article L. 1113-1 du Code des transports en commun prévoit une réduction tarifaire de 50 % pour toute personne de l'agglomération ayant des ressources sous le plafond de la Complémentaire santé solidaire ou de l'Aide médicale d'État. Très à l'écoute de notre démarche, élus et techniciens du Haut-Bugey agglomération ont fait évoluer les choses pour mettre rapidement la loi en œuvre et permettre aux personnes d'accéder à leurs droits.



STEVEN WASSENAAR / SCCF

contre. Les Fraternibus y ramènent de la vie et de la fraternité une ou plusieurs fois par semaine. On peut y prendre un thé ou un café, simplement bavarder ou se renseigner sur ses droits, utiliser l'ordinateur installé à bord pour faire des démarches administratives. Grâce à l'appel à projets France Relance de fin 2020, 22 nouveaux Fraternibus ont pu prendre la route en 2022, et d'autres projets se sont lancés dans la Sarthe, le Rhône, la Loire et les Côtes-d'Armor.

SOUTIEN FINANCIER AUX GARAGES SOLIDARAUTO

Dans le cadre de la convention passée avec la fédération Solidarauto, le Secours Catholique-Caritas France a décidé en conseil d'administration de soutenir financièrement le développement des garages solidaires. Une commission financière a été créée à cet effet. Celle-ci s'est réunie le 14 novembre 2022 pour statuer sur les demandes de subventions présentées par les garages, qui avaient été soumises en amont à l'ensemble des délégations concernées par les projets. Huit projets ont ainsi reçu des financements allant de 14 000 à 40 000 euros, pour des projets très divers tels que la création d'antennes dans des territoires ruraux, le renforcement d'un poste d'accompagnement social, le développement de solutions de prêt de voiture ou de location solidaire à durée déterminée, la pérennisation

d'investissements dans des voitures électriques ou encore la mise en service de camions itinérants pour aller à la rencontre des personnes et effectuer de petites réparations, des contrôles de freins, des vidanges, etc. Ces services sont proposés à prix coûtant, dans une démarche de sensibilisation aux questions de sécurité. Les projets financés verront le jour en 2023. ■

• TOUS À VÉLO DANS L'ORNE

Pour l'équipe du Secours Catholique d'Athis-de-l'Orne, commune de 2 400 habitants située en Normandie, l'écologie est un enjeu important. Un atelier Mobilité vélo a ainsi été mis en place, animé par 6 des 11 bénévoles de l'équipe dans un local mis à disposition par la mairie en 2022. Au total, 30 vélos donnés par les habitants et la paroisse ont été réparés par les membres de l'équipe, puis prêtés ou donnés à des personnes en situation de précarité qui en avaient besoin. Les réparations sont effectuées à l'extérieur du local, ce qui facilite les échanges avec les passants curieux. L'équipe fourmille d'idées afin de faire évoluer cet atelier. Elle envisage par exemple d'organiser une journée de balade à vélo sur le thème de l'écologie. Elle a également noué des partenariats, notamment avec les missions locales des communes des environs afin de permettre aux jeunes d'aller en formation ou au travail à vélo. L'équipe envisage également de se lancer dans une démarche de plaidoyer afin d'obtenir la création de pistes cyclables dans les environs.

LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

DES AVANCÉES SUR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE POUR LES PROPRIÉTAIRES PRÉCAIRES

Deux textes réglementaires pris en application de la loi Climat et résilience ont posé en 2022 les bases du futur dispositif public 'Mon accompagnateur renov'. Son volet renforcé sera lancé au second semestre 2023 et devrait permettre aux propriétaires en situation de précarité de bénéficier d'un accompagnement technique, financier et social adapté tout au long de leur parcours de rénovation.

Le programme expérimental 1DigneToit, issu du partenariat entre le Secours Catholique-Caritas France, le Réseau éco-habitat et l'Agence nationale de l'habitat (Anah), n'est pas étranger à ce renforcement de l'action publique, les ministères

de la Transition écologique et du Logement l'ayant cité plusieurs fois comme source d'inspiration.

Il s'agit d'une première victoire, qu'il faudra évaluer à l'aune des crédits budgétaires qui seront réellement consacrés au financement de l'accompagnement et des travaux. Le Réseau national précarité énergétique du Secours Catholique suivra la mise en œuvre locale de ce volet : déploiement et cofinancement du dispositif par les collectivités, recours effectif par les ménages accueillis par nos équipes, prise en compte des propriétaires bailleurs et de leurs locataires, collaboration avec les services sociaux, etc.

Le Secours Catholique se réjouit également du déploiement de quatorze Territoires zéro exclusion énergétique, une expérimentation financée par le dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE)¹ et portée par le collectif Stop exclusion énergétique dont nous sommes membres fondateurs. Ce programme s'inspire de dispositifs tels que 1DigneToit

pour lever les obstacles à la rénovation de l'habitat des personnes les plus modestes.

DES RENCONTRES NATIONALES SUR LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Les 29 et 30 septembre 2022, le Secours Catholique-Caritas France réunissait à Dourdan une cinquantaine de bénévoles et salariés de plus de 30 délégations pour une rencontre nationale Précarité énergétique. Son objectif était d'informer et de permettre des échanges entre nos délégations, qui sont de plus en plus nombreuses à se mobiliser face à cette problématique mêlant justice sociale et impact environnemental.

La première journée était consacrée à l'état des lieux de la précarité énergétique en France, aux actions et au positionnement du Secours Catholique sur ce sujet et aux partenariats à nouer localement pour répondre aux enjeux. Le deuxième jour, les participants ont pu croiser leurs analyses et leurs solutions sur l'accompagnement des propriétaires et locataires en situation de précarité énergétique ou faisant face à des impayés d'énergie, mais aussi se projeter dans la dynamique future du réseau Précarité énergétique du Secours Catholique.

Ces journées ont permis également de préparer notre participation à la deuxième Journée nationale contre la précarité énergétique, une mobilisation à l'initiative de 23 associations nationales, dont le Secours Catholique, collectivités et entreprises engagées dans la prévention de la précarité énergétique, la lutte contre l'exclusion, et contre le réchauffement climatique.

Celle-ci a eu lieu le 24 novembre et s'est prolongée par une semaine de mobilisation sur tout le territoire, à l'occasion de laquelle plusieurs de nos délégations ont ouvert leurs portes au grand public et à leurs partenaires pour débattre des enjeux de lutte contre la précarité énergétique et faire connaître les actions menées. ■

“SE MOBILISER FACE À CETTE PROBLÉMATIQUE MÉLANT JUSTICE SOCIALE ET IMPACT ENVIRONNEMENTAL.”

¹ Un dispositif imposé par les pouvoirs publics aux fournisseurs d'énergie et qui repose sur une obligation triennale de réalisation d'économies d'énergie en CEE.

FAVORISER L'ACCÈS AU LOGEMENT



ELODIE PERRIOT / SCCC

MOBILISATION CONTRE LA LOI SUR L'OCCUPATION ILLICITE DE LOGEMENTS

Fin 2022, le Secours Catholique-Caritas France s'est mobilisé contre la proposition de loi « visant à protéger les logements contre l'occupation illicite », ou loi « anti-squat », que portait la majorité Renaissance devant le Parlement. Destinée, selon ses auteurs, à protéger les petits propriétaires de l'occupation de leur domicile, cette proposition de loi consacrerait en réalité une régression rare du droit au logement de toutes les personnes sans domicile et mal logées, ainsi qu'une inquiétante criminalisation de la pauvreté, sans régler en rien la crise du logement (2,3 millions de ménages en attente de logement social, 6 000 demandes d'hébergement d'urgence non pourvues chaque soir, dont 2 000 enfants) qui risque de s'aggraver dans les années à venir, en particulier pour les plus précaires, les habitants des bidonvilles ou les personnes en situation de précarité administrative. Face au séisme que provoquerait le vote du texte pour nombre de personnes et familles

qu'il accompagne, le Secours Catholique s'est joint à une coalition rassemblant de grandes associations nationales, des syndicats et mouvements sociaux ainsi que les acteurs de la justice, pour demander son retrait. La mobilisation se poursuit en 2023, au fil de la navette parlementaire.

»» EN BREF »»

SEINE-SAINT-DENIS : UN NOUVEAU CENTRE D'HÉBERGEMENT

À Montreuil, la foncière Caritas habitat, créée en 2015 par le Secours Catholique, a remis les clés aux équipes du Samu social de Paris, en mai 2022, d'un nouveau centre d'hébergement d'urgence dédié aux familles sortant d'hôtels. Suite à l'acquisition d'un ensemble immobilier auprès de la municipalité, Caritas habitat a entrepris une rénovation lourde du bâtiment pour la création de 16 logements autonomes ainsi que d'espaces communs. ■

LANCEMENT DE LA STRUCTURATION DU RÉSEAU DES ACCUEILS DE JOUR

Les accueils de jour font l'objet d'un des quatre sous-projets pour lesquels le Secours Catholique-Caritas France a reçu un financement du ministère des Solidarités et de la Santé lors de l'appel à projets France relance 2020-2022. Ce vaste chantier comprend trois volets : la structuration d'un réseau national, la réalisation d'une cartographie et la rédaction d'un référentiel de repères et pratiques.

En 2022, le grand temps fort de ce projet a été le séminaire national qui s'est tenu du 5 au 7 octobre. 70 acteurs engagés dans les accueils de jour de 26 délégations et du siège national se sont réunis à Paris pour faire connaissance, échanger, s'entraider, et jeter les bases du réseau national des accueils de jour. Ouverts de façon inconditionnelle aux personnes sans domicile ou en situation de grande exclusion, les 70 accueils de jour du Secours Catholique sont tous différents en termes de contexte territorial, de taille et de fonctionnement, mais partagent des préoccupations communes sur la participation des personnes, leur écoute et leur accompagnement, l'organisation des responsabilités et des prises de décision, la prévention et la gestion des risques. Ces journées nationales ont permis aux équipes de faire connaissance, de partager leurs pratiques et d'identifier des axes de travail pour s'entraider : visites apprenantes entre équipes, mise en place de canaux de communication et d'échanges, réflexion par rapport à l'accueil de personnes présentant des troubles psychiques, gestion



RÉUSSITE DE PLAIDOYER

• MAINTIEN DE 14 000 PLACES D'HÉBERGEMENT D'URGENCE

Annoncé au début du nouveau quinquennat d'Emmanuel Macron, le projet de loi de finances 2023 prévoyait la suppression de 14 000 places dans le dispositif d'hébergement d'urgence. La mobilisation à laquelle le Secours Catholique-Caritas France a pris part, avec de nombreuses associations et 43 élus de grandes villes, a permis de maintenir les financements pour 197 000 places d'hébergement généraliste à la fin de l'année 2022. Dans ce cadre, nous avons participé à des échanges, notamment avec le ministre du Logement et la secrétaire d'État chargée de l'enfance. Nous avons également soutenu un collectif de familles sorties d'un hôtel à Paris 13^e et cosigné, avec les associations du CAU et 23 élus locaux, une tribune demandant que plus aucun enfant ne dorme à la rue. Cet appel a été entendu puisque, le 25 octobre 2022, le ministre du Logement annonçait prendre des engagements dans ce sens. Nous nous félicitons de ces succès de plaidoyer tout en restant vigilants sur leur application et leur continuité au-delà de 2023.

En interne, nous continuons à promouvoir l'utilisation du « Guide pratique hébergement » qui propose des repères à l'action pour les équipes faisant face à des personnes en rupture d'hébergement. En 2022, des formations ont été proposées sur ce sujet en Île-de-France, dans le Grand Est, dans le Loiret, à Lille, Marseille et Toulouse.

des tensions liées à la saturation des espaces, etc. Ces travaux se poursuivent avec l'élaboration d'un référentiel qui donnera des repères sur les accueils de jour au Secours Catholique, et définira pour l'externe leur complémentarité avec les autres dispositifs existants. ■

DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE SOCIALE SOLIDAIRE ET DURABLE

VERS UNE DIVERSIFICATION DES BOUTIQUES SOLIDAIRES

Le Secours Catholique-Caritas France poursuit la transformation de ses très nombreux vestiaires et boutiques en boutiques écosolidaires, c'est-à-dire en lieux tout à la fois d'accueil, de convivialité et de réemploi des textiles. En 2022, la transformation des 850 espaces de vente solidaire a continué à se déployer grâce aux

nouveaux outils proposés aux délégations : des webinaires, des rencontres interboutiques et des échanges *via* la communauté des boutiques solidaires sur notre intranet. Ces outils favorisent le travail en équipe et permettent de développer des projets en phase avec les besoins locaux. Ainsi, différentes typologies de boutiques émergent, des tiers-lieux pour certaines, ou des vitrines des activités du Secours Catholique, avec des espaces d'exposition en leur sein.

Cette même année, nous avons commencé à réfléchir à une approche territoriale par la mise en réseau de structures partenaires textiles à l'échelle d'un territoire (châtiers d'insertion, recycleries, ressourceries...), la création de boutiques itinérantes, pour aller à la rencontre de personnes isolées, en établissement d'hébergement pour personnes âgées (Ephad) ou sur les campus étudiants, ou de boutiques éphémères pour couvrir des besoins ponctuels liés à un événement (rentrée scolaire, Noël). Le fonds de réemploi solidaire, qui va se déployer en 2023 dans le cadre de la loi anti-gaspillage, pourrait nous permettre de financer des actions complémentaires pour poursuivre et améliorer nos actions alliant solidarité et écologie, d'autant que les boutiques solidaires ont vu leur activité augmenter de 20 % par rapport à 2021, signe certain des difficultés des ménages précaires à faire face au coût de la vie.

L'INSERTION PROFESSIONNELLE PAR L'ENTREPRENEURIAT SALARIÉ

Cités Coop, la coopérative d'activité et d'emploi cofondée par le Secours Catholique-Caritas France et Cités Caritas, a pour vocation de permettre un retour à l'emploi par l'entrepreneuriat salarié, c'est-à-dire en ayant la liberté d'entreprendre sans en courir les risques financiers, et en bénéficiant d'un accompagnement. Le 28 novembre 2022, la structure est devenue une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). Cités Coop ayant une mission sociale forte, sa gouvernance comprend un collège des fondateurs, composé du Secours Catholique et de Cités Caritas, qui garantit la continuité du projet et la bonne prise en compte des besoins des entrepreneurs accompagnés. ■

DÉFENDRE LES DROITS DES ÉTRANGERS

CONTRIBUER À L'ACCUEIL DES PERSONNES FUYANT LA GUERRE EN UKRAINE

Face à l'exode des populations fuyant le conflit en Ukraine début 2022, les pays de l'Union européenne ont déclenché un dispositif spécial d'accueil et de protection des personnes. En France, une cellule interministérielle s'est mise en place, en lien avec les principales organisations opératrices. Présenté comme un élément du dispositif d'accueil, l'« hébergement citoyen » a suscité de nombreux débats sur le rôle, les capacités et les compétences des différents acteurs. Dans ce contexte, le Secours Catholique-Caritas France, JRS-France, la Fédération de l'entraide protestante et la Pastorale des migrants de la Conférence des évêques de France (CEF) se sont coordonnés pour soutenir au mieux la mobilisation citoyenne. Une chargée de mission commune a été recrutée durant l'été, avec pour feuille de route d'accompagner l'action locale, mais aussi de créer dans les territoires les conditions d'une complémentarité fluide entre les services de l'État, les collectivités, les opérateurs et les réseaux citoyens. Prenant appui sur les facilités accordées aux personnes ukrainiennes (couverture médicale sans délai de carence, hébergement inconditionnel, droit

au travail immédiat, etc.), nous avons également porté un plaidoyer avec de nombreuses associations pour que toutes les personnes demandant l'asile en France puissent bénéficier d'un même traitement à l'avenir.

PRÉVENIR LES RISQUES DE TRAITE POUR LES PERSONNES FUYANT LA GUERRE EN UKRAINE

Dès mars 2022, soit un mois après le début de la guerre en Ukraine, on estimait à près de 4 millions le nombre de femmes et d'enfants fuyant les bombes. Les guerres et les exodes étant les terrains privilégiés des prédateurs, le Secours Catholique-Caritas France ainsi que le réseau des Caritas locales ont aussitôt appelé à la vigilance les membres des organisations non gouvernementales (ONG), les bénévoles, le grand public et le public à risque, et demandé aux États que tous les enfants réfugiés soient enregistrés et bénéficient d'un véritable accompagnement social.

En collaboration avec la branche française du Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), notre collectif d'associations de lutte contre la traite a mis en place une batterie d'outils de sensibilisation en ukrainien, russe, anglais et français pour aider les bénévoles et salariés qui rencontrent des personnes migrantes à les sensibiliser aux risques de traite.



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCCF

Dans le cadre du groupe inter-institutions et associations créé à l'occasion du conflit en Ukraine, nous avons demandé que ces outils de prévention et d'accompagnement des victimes de traite soient adaptés et traduits dans des langues accessibles aux personnes des différents continents qui fuient d'autres conflits, en Syrie, en Afghanistan ou ailleurs.

REPENSER L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS À PARTIR DE L'EXPÉRIENCE DES APPRENANTS

Dans le cadre du collectif Le Français pour tous qui réunit la Cimade, le réseau Radya, la Fédération des centres sociaux, Germae et la Fasti, le Secours Catholique-Caritas France porte depuis plusieurs années un plaidoyer en faveur de l'apprentissage du français, comme un enjeu majeur de cohésion sociale. Les équipes engagées dans l'apprentissage de la langue au Secours Catholique représentent en effet près de 3 000 bénévoles qui accompagnent 20 000 personnes migrantes. Début 2021, désireux de renforcer l'impact de leur plaidoyer, les membres du comité de pilotage ont décidé d'une recherche-action associant à la fois des personnes apprenantes, des formateurs et des universitaires dans une démarche de réflexion collective sur les pratiques et politiques d'apprentissage.

En termes d'action, cette recherche a pour objectif de faire évoluer directement les pratiques d'apprentissage dans chacun des huit territoires qui la mettent en œuvre. Lancée fin 2021, elle a pris son essor en 2022, à raison d'une réunion tous les deux mois dans chacun des territoires jusqu'à l'horizon 2024. Nous espérons définir ainsi des actions permettant de rendre l'apprentissage du français plus facile et plus accessible, et les porter ensuite devant les décideurs politiques.

PLAIDOYER POUR LA RÉGULARISATION DES PERSONNES ÉTRANGÈRES « SANS PAPIERS »

La question de la régularisation des personnes étrangères « sans papiers » fait partie des priorités de plaidoyer du Secours Catholique-Caritas France. L'équipe nationale Migrants a construit un plan d'action à deux ans avec comme premier objectif, en 2022, de mobiliser notre réseau dans le cadre des débats sur le projet de loi Asile immigration qui devait être soumis au Parlement en 2023. Une quarantaine de délégations ont invité des parlementaires à rencontrer des personnes migrantes afin de leur faire toucher du doigt les réalités vécues, de les inviter à aborder le sujet de façon apaisée et de les convaincre de la nécessité de faire bouger les choses.

En parallèle, nous avons relancé le groupe d'associations (Médecins du monde, la Cimade, la Fédération des acteurs de solidarité, Emmaüs, la Confédération française démocratique du travail – CFDT – et la Confédération générale du travail – CGT) signataires en 2020 d'une lettre ouverte à Emmanuel Macron, demandant la régularisation des étrangers sans papiers ayant permis au pays de continuer à fonctionner pendant le confinement. Celui-ci s'est mobilisé en 2022 en élaborant des recommandations pour élargir et faciliter l'accès au séjour et au travail des personnes sans papiers et garantir une continuité de leurs droits afin de favoriser leur intégration. Finalisé en décembre 2022, le texte commun soulève également la question de l'accès effectif aux services préfectoraux aujourd'hui débordés en raison de l'insuffisance des moyens dédiés aux services « Séjour » des préfectures.

DÉMAT&PRÉCA POUR UN SERVICE PUBLIC À VISAGE HUMAIN

De nombreux acteurs du Secours Catholique-Caritas France sont très engagés, par l'action et le plaidoyer, face aux difficultés qu'engendre la dématérialisation des démarches en préfecture pour les personnes étrangères. Mais la fermeture des points d'accueil du public et la dématérialisation des procédures concernent l'ensemble des services publics et compromettent l'accès aux droits de nombreuses personnes en situation de précarité, seules face à des interfaces web complexes et sans possibilité de recours lorsque les démarches en ligne ne peuvent aboutir. Pourtant, malgré les interpellations associatives et les recommandations de la Défenseure des droits, les autorités poursuivent leur plan de dématérialisation à marche forcée. Fin février 2022, profitant de l'attention médiatique suscitée par le rapport de la défenseure des droits sur le sujet, le collectif Démat&préca, qui réunit le Secours Catholique, la fondation Abbé-Pierre, la Fédération des acteurs de solidarité, l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (Uniopss), ATD Quart Monde, Aides, la Fédération d'entraide protestante... publiait un manifeste « Pour un service public plus humain ouvert à ses administrés ». Celui-ci a été signé par plus de 300 organisations associatives, syndicales et collectivités territoriales.



RÉUSSITE DE PLAIDOYER

DES AVANCÉES DANS LES PRISES DE RENDEZ-VOUS EN PRÉFECTURE

Le 4 juin 2022, le Conseil d'État rendait deux décisions très attendues sur la dématérialisation des demandes de titres de séjour. La première concernait l'Administration numérique des étrangers en France (Anef), le téléservice pour certaines démarches « étrangers ». Le Secours Catholique-Caritas France, avec la Cimade, le Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti), la Ligue des droits de l'homme, l'Association pour le droit des étrangers et le Syndicat des avocats de France, contestait la légalité de ce service qui ne prévoit pas d'alternative au dépôt numérique du dossier. Le Conseil d'État nous a donné en partie raison puisqu'il oblige le ministère à prévoir une solution de substitution lorsque le dépôt de demande est rendu impossible « pour des raisons tenant à la conception de cet outil ou à son mode de fonctionnement ». C'est une reconnaissance implicite des carences de l'Anef et des dispositifs d'accompagnement au numérique mis en place par le ministère de l'Intérieur. Le deuxième avis fait suite à la question des tribunaux administratifs saisis dans le cadre de nos recours associatifs contre les 23 préfectures qui imposent la prise de rendez-vous en ligne. Il constitue pour nous une victoire puisque le Conseil d'État a considéré que cette prise de rendez-vous en ligne ne peut être obligatoire et que les préfets qui ne permettraient pas les demandes de rendez-vous physique ou par courrier seraient dans l'illégalité.

NOUVEAU PLAN D'ACTION CONTRE LES VIOLATIONS DE DROITS AUX FRONTIÈRES

Le Secours Catholique-Caritas France défend de longue date les droits fondamentaux des personnes exilées dans le cadre de la Coordination des actions aux frontières intérieures (Cafi)¹. En 2022, la Cafi a choisi d'attendre de connaître la nouvelle configuration politique sortie des urnes pour définir, dans le cadre de diverses rencontres régionales et nationales, ses priorités de plaidoyer. De nouveaux objectifs ont ainsi été fixés, notamment par rapport à la situation sur le littoral franco-britannique (Calais, Grande-Synthe, Ouistreham) et à la frontière franco-italienne (notamment à Briançon). En interne, le Secours Catholique a constitué un « groupe littoral » pour permettre aux délégations des régions frontalières de travailler de façon transversale sur ces questions. ■

1 Collectif qui rassemble depuis 2017 Médecins du monde, Médecins sans frontières, la Cimade, Amnesty France et le Secours Catholique-Caritas France.

DROIT AUX VACANCES POUR TOUS

ACCÈS AUX VACANCES POUR TOUS : DES ACTIONS ET UN PLAIDOYER

Comme chaque année, le Secours Catholique-Caritas France a permis à des personnes en situation de précarité de bénéficier de vacances « comme tout le monde » en 2022. Presqu'un millier d'enfants ont profité d'un accueil familial de vacances ; près de 3 000 personnes, d'un séjour en famille dans des villages de vacances, grâce au soutien financier de l'Agence nationale pour les chèques-vacances (ANCV) (394 000 euros) et de la Caisse d'allocations familiales (CAF), et près de 400 enfants sont partis en camp, dans le cadre de notre partenariat avec l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA), la maison de Courcelles et l'association Berry-Tudy.

Pourtant inscrit dans l'article 140 de la loi de lutte contre les exclusions votée en 1998, le droit aux vacances reste encore un vœu pieux. Plus de 40 % des Français ne partent pas en vacances (un pourcentage qui grimpe même jusqu'à 60 % en fonction des revenus), c'est-à-dire 3 millions d'enfants ! Dans le contexte d'inflation des charges et des dépenses contraintes (énergie, alimentation...) observé en 2022, il est à craindre que ces chiffres augmentent encore en 2023, d'où l'importance de l'argumentaire réalisé en 2022 avec un collectif d'associations pour rappeler aux pouvoirs publics et aux différents acteurs de l'action sociale combien le droit aux vacances est un enjeu de lutte contre l'exclusion. ■



VACANCES EN FAMILLE

Fouad, Assma, Youcef et Nour faisaient partie des 4,4 millions d'enfants qui restent chez eux tout l'été, faute de moyens. En 2022, ils sont partis une semaine dans un bungalow au bord de la Méditerranée. Inespéré ! « *Nos enfants, ça les rend libres, les vacances au bord de la mer. À la rentrée, ils n'auront pas honte de ne pas avoir fait ci ou ça. Ils auront des choses à raconter* », confie Adil, 51 ans, père de quatre enfants, arrivés d'Alger en 2005.

Installés sur la terrasse de leur bungalow, Adil et son épouse Layla évoquent les enfants, le repas à venir, les répliques hilarantes de *Kaamelott*. La petite dernière, Nour, 15 mois, se dandine de l'un à l'autre. Bientôt les trois aînés, 7 ans ½, 6 ans ½ et 5 ans ½, rentrent de la piscine du camping, dégoulinants d'eau, de soleil et d'un bonheur tout neuf. D'habitude, pendant les vacances, ils

restent chez eux, à L'Arbresle, à une vingtaine de kilomètres de Lyon. Une cité, la leur, où l'on entasse les ouvriers de l'usine de pièces détachées et ceux qui, comme eux, n'y ont plus de travail ou n'en ont jamais eu.

Chaque mois, il faut payer le loyer, l'eau, l'électricité, habiller les enfants, se nourrir, acheter des couches... Alors, offrir aux enfants des loisirs ou des vacances... Au printemps, face à une facture d'eau qu'elle ne peut pas régler, Layla frappe à la porte du Secours Catholique. Peu de temps après, Patrick, l'un des bénévoles, lui propose une aide pour partir en vacances. Il l'aide à monter le dossier : destination, devis du camping, évaluation des coûts et identification des aides possibles, comme celle de la CAF, qui prend en charge une partie de la location du mobile home. Le Secours Catholique complète. Tant



ANTHONY MCALLEE / SDCF

que l'association n'a pas validé son dossier, Layla n'en parle pas aux enfants. Trop peur qu'ils soient déçus. ■

LUTTER CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

PLAIDOYER CONTRE L'EXPLOITATION ET LA TRAITE DE TOUTE PERSONNE

En avril 2022, le collectif Ensemble contre la traite des êtres humains coordonné par le Secours Catholique-Caritas France a publié un document de plaidoyer présentant les points importants à prendre en compte dans les politiques publiques, pour que l'expérience de la guerre en Ukraine puisse bénéficier à toute personne migrante, quels que soient son âge et sa nationalité, notamment pour tout ce qui concerne la lutte contre la traite des êtres humains sous toutes ses formes : développer une approche basée sur les droits et centrée sur les personnes exilées, informer des dangers d'Internet, accompagner ceux qui hébergent des personnes exilées, sensibiliser le personnel hôtelier, donner les outils aux bénévoles et professionnels en contact avec les personnes migrantes, coordonner l'action, proposer un soutien psychologique aux personnes, les informer de leurs droits, protéger en particulier les femmes et les enfants, lutter contre toute forme d'exploitation des mineurs et informer sur les risques de la gestation pour autrui.

DES ESPOIRS À TRANSFORMER DANS LA LUTTE DE LA FRANCE CONTRE LA TRAITE, L'ESCLAVAGE, LE TRAVAIL FORCÉ ET LE TRAVAIL DES ENFANTS

Le Secours Catholique-Caritas France, coordinateur du collectif Ensemble contre la traite des êtres humains, s'est réjoui, en 2021, d'avoir contribué à la mise au point d'une stratégie nationale d'accélération de la lutte contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite des êtres humains et l'esclavage contemporain, qui a permis à la France d'accéder au statut de « pays pionnier » de l'Alliance 8.7. En avril 2022, le Secours Catholique a coorganisé avec l'Alliance 8.7 une visioconférence dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne réunissant de nombreux représentants, organisations et ONG des « pays pionniers », en prévision de la Conférence internationale pour l'éradication du travail des enfants à Durban en mai 2022. Nous

avons également, avec les autres parties prenantes (institutions internationales et françaises, associations, syndicats, entreprises), contribué à recenser l'existant des actions menées pour réaliser la cible 8.7 en France comme dans un cadre international. Si l'implication de huit ministres européens dans cette démarche, dont l'actuelle Première ministre de France, a suscité beaucoup d'espoir, trois urgences se dessinent en France fin 2022 dans la lutte contre ce fléau : la création d'une délégation interministérielle pour la prévention et la lutte et contre la traite, un nouveau plan d'action national de lutte contre toutes les formes d'exploitation, et le lancement d'un mécanisme national d'identification et d'orientation des victimes de la traite permettant à tous les professionnels de la justice, de la police, de la santé et du social d'avoir des bases communes. ■



ÉLODIE PERRIOT / SCCF

DROITS DES DÉTENUS

PLAIDOYER POUR L'ACCÈS À INTERNET EN PRISON

Permettre un accès encadré à Internet en prison fait partie des recommandations formulées par le Secours Catholique-Caritas France et Emmaüs dans leur étude sur la pauvreté en prison publiée en 2021. En 2022, nous sommes allés plus loin en contribuant au lancement d'un collectif réunissant l'Observatoire international des prisons (OIP) et une dizaine d'associations plaidant pour un accès à Internet en prison. Ce plaidoyer s'appuie sur le fait qu'il est demandé aux personnes détenues de démontrer leurs capacités à se réinsérer en trouvant du travail, en remplissant seules leurs démarches administratives et en suivant des formations, toutes choses impossibles aujourd'hui sans Internet. Il s'est matérialisé le 28 septembre 2022 par l'envoi à la Première ministre

et la publication dans les médias d'une lettre ouverte cosignée par plus de 600 magistrats, avocats, travailleurs sociaux, parents de personnes détenues, personnes ayant connu la détention et bénévoles. Cette lettre a rencontré de premiers résultats : une rencontre au cabinet du garde de Sceaux, où il nous a été assuré que plusieurs expérimentations sont prévues en 2023. Au moment des débats au Sénat sur le projet de loi de finances 2023, des sénateurs, mentionnant notre plaidoyer, ont par ailleurs porté un amendement proposant de « favoriser l'accès à Internet en prison », avec majoration des crédits de 1 million d'euros à cet effet. Cet amendement a toutefois été rejeté par le garde des Sceaux.

COLLOQUE SUR LE SENS DE LA PEINE POUR L'ÉGLISE

À l'initiative du Secours Catholique-Caritas France, la fondation Jean-Rodhain organisait à l'Université catholique de Lyon, du 25 au 27 novembre 2022, un colloque sur le sens de la peine. Trois ex-détenus participaient à la réflexion, à parité avec les autres intervenants, notamment universitaires, en qualité d'experts de l'incarcération. Ensemble, ils ont jeté les bases d'un vrai changement de regard et de paradigme en formulant une parole de l'Église : « Pour une sanction qui renoue, contre une peine qui casse. » C'est peut-être l'ébauche d'une encyclique que le Secours Catholique-Caritas France appelle de ses vœux.

CONTRIBUTION AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA JUSTICE

En juillet 2022, le comité des états généraux de la justice remettait son rapport au président de la République. Organisés à la suite de l'alerte sur le manque de moyens et de personnel lancée par près de 5 000 magistrats, ces états généraux font le constat de la dégradation de l'institution judiciaire, de la souffrance du personnel de la justice, et de l'incompréhension des justiciables. Le Secours Catholique-Caritas France a été entendu par le président du comité de pilotage de ces états généraux et a participé à la réflexion par le biais d'une contribution écrite et de la contribution de son réseau à des expérimentations.

>>> EN BREF >>>

LE RÉSEAU EUROPÉEN PRISON-JUSTICE EN DÉPLACEMENT À TIRANA (ALBANIE)

Créé en 2016, le réseau Prison-justice des Caritas d'Europe s'est réuni à Tirana du 3 au 6 juillet 2022 dans le cadre de son travail pour la promotion de l'autodétermination des personnes sous main de justice. Reconnu par Caritas Europa en tant que « communauté de pratiques », le réseau bénéficie d'un soutien logistique et financier pour ces visites de terrain qui permettent de croiser les contextes (par exemple Caritas Allemagne et ses 250 équipes prison, sa plateforme numérique de renseignements, et la Lituanie qui a l'un des plus forts taux de détention d'Europe pour seulement huit prisons sur l'ensemble du pays...), mais aussi de repérer les convergences, les combats, les méthodes et les pratiques. Caritas Lituanie développe ainsi un projet financé par le ministère de la Justice, qui consiste à mettre en place des comités consultatifs des personnes détenues, en visioconférence du fait du Covid, dont une fois avec la participation de la ministre de la Justice. Le réseau souhaite capitaliser ces expériences pour qu'elles soient reconnues comme positives par l'administration pénitentiaire. C'est une forme de plaidoyer pragmatique. ■

Nous avons également pris part à une rencontre organisée par la contrôleuse générale des lieux de privation de liberté. Son objectif ? Chercher des solutions à la surpopulation carcérale et exiger une

mesure également prônée par les états généraux de la justice : qu'un mécanisme de régulation carcérale soit inscrit dans la loi afin qu'il puisse être imposé aux magistrats. ■

FAIRE FACE AUX URGENCES

LES URGENCES FRANCE FÊTENT LEURS VINGT ANS ET PRÉPARENT L'AVENIR

Le département Urgences France outre-mer du Secours Catholique-Caritas France fêtait ses vingt ans en 2022. Pendant trois jours en juin, une trentaine de volontaires encadrants et d'anciens acteurs du département se sont retrouvés à Lourdes pour retracer l'histoire du service, mesurer les changements opérés au cours du temps et préparer l'avenir. L'équipe Urgences compte aujourd'hui 35 personnes réparties en trois niveaux d'expertise : cinq bénévoles référents au côté de Florence Bercovici, responsable du département, et une trentaine de bénévoles et salariés formés à l'encadrement des dispositifs de visites à domicile auprès des personnes sinistrées. En raison des risques industriels et des changements climatiques, plus aucun territoire n'est à l'abri de catastrophes comme les inondations, incendies, tornades, fortes grêles, qui se multiplient. Le département Urgences doit se préparer à être de plus en plus fréquemment appelé en soutien des délégations. La gouvernance partagée de l'équipe comprend une salariée et quatre bénévoles, afin de développer l'animation et la formation des référents Urgences et de soutenir les délégations de plus en plus concernées par les catastrophes sur leurs territoires. Au sein de la direction de la coordination des régions et délégations, le département Urgences est plus proactif, plus visible, et communique plus facilement avec les délégations et régions.

GRÊLE DANS LE PÉRIGORD ET INCENDIES EN GIRONDE

Dans la nuit du 20 au 21 juin 2022, dans le village de Vanxains, à quelques kilomètres de Ribérac, en Périgord agenais, un orage de grêle d'une violence inédite a causé d'importants dégâts dans les rues, les maisons, et complètement détruit les cultures alentour. La délégation, après le diagnostic posé par le département Urgences, a décidé de mettre en place un dispositif de soutien à la population sinistrée. Ce dispositif a été pris en charge au niveau opérationnel par le département Urgences en octobre et novembre, conformément à nos principes d'action post-urgence. À partir des locaux installés sur les communes concernées se sont organisées les visites des volontaires au domicile des habitants pour apporter une écoute, un réconfort moral, discerner les éventuels besoins matériels auxquels répondre et faire remonter les préoccupations des habitants aux pouvoirs publics. Sur les 560 personnes rencontrées par nos 41 volontaires, 21 ont reçu une ou plusieurs aides matérielles pour un montant total d'environ 10 000 euros, et une vingtaine de foyers ont été orientés vers l'équipe locale du Secours Catholique pour maintenir un lien d'accompagnement. Par ailleurs, une quinzaine de situations ont fait l'objet d'un partenariat appuyé, notamment sur la question du relogement. Cet épisode de grêle ayant traversé la France d'ouest en est, le département Urgences a été mis en contact avec toutes les délégations concernées afin d'aider à discerner la nécessité ou non d'une action et d'accompagner les délégations qui le souhaitaient sur le terrain. D'autres événements marquants de l'année 2022 ont mobilisé le département Urgences (de la prise de contact jusqu'à l'accompagnement opérationnel), tels les incendies en Gironde (juillet), la tempête Fiona en Martinique (septembre), celle qui a frappé la Corse (août), ou encore des tornades survenues en Picardie à l'autonome. ■

gation, après le diagnostic posé par le département Urgences, a décidé de mettre en place un dispositif de soutien à la population sinistrée. Ce dispositif a été pris en charge au niveau opérationnel par le département Urgences en octobre et novembre, conformément à nos principes d'action post-urgence. À partir des locaux installés sur les communes concernées se sont organisées les visites des volontaires au domicile des habitants pour apporter une écoute, un réconfort moral, discerner les éventuels besoins matériels auxquels répondre et faire remonter les préoccupations des habitants aux pouvoirs publics. Sur les 560 personnes rencontrées par nos 41 volontaires, 21 ont reçu une ou plusieurs aides matérielles pour un montant total d'environ 10 000 euros, et une vingtaine de foyers ont été orientés vers l'équipe locale du Secours Catholique pour maintenir un lien d'accompagnement. Par ailleurs, une quinzaine de situations ont fait l'objet d'un partenariat appuyé, notamment sur la question du relogement. Cet épisode de grêle ayant traversé la France d'ouest en est, le département Urgences a été mis en contact avec toutes les délégations concernées afin d'aider à discerner la nécessité ou non d'une action et d'accompagner les délégations qui le souhaitaient sur le terrain.

D'autres événements marquants de l'année 2022 ont mobilisé le département Urgences (de la prise de contact jusqu'à l'accompagnement opérationnel), tels les incendies en Gironde (juillet), la tempête Fiona en Martinique (septembre), celle qui a frappé la Corse (août), ou encore des tornades survenues en Picardie à l'autonome. ■

“ PLUS AUCUN TERRITOIRE N'EST À L'ABRI DE CATASTROPHES QUI SE MULTIPLIENT. ”

FOCUS

UNE ANNÉE D'URGENCE EN UKRAINE

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, le Secours Catholique-Caritas France a répondu aux appels d'urgence de ses partenaires devant répondre à un afflux de réfugiés comme de ceux installés en Ukraine et proches des populations faisant face à d'importants besoins humanitaires.

La crise humanitaire engendrée par la guerre en Ukraine a été double. Fin 2022, 8 millions de personnes¹, dont la moitié d'enfants, avaient fui les bombes pour se réfugier en Pologne, Hongrie, Roumanie, Moldavie et Slovaquie, alors que, parmi les populations restées sur le territoire, le nombre de personnes en besoin d'aide humanitaire s'élevait à 18 millions.

Si, dans les pays frontaliers, la situation s'est stabilisée les derniers mois, avec un afflux de réfugiés moindre et plus stable, nécessitant davantage une aide à l'intégration dans le pays d'accueil, à partir de septembre, la situation s'est aggravée dans le pays. L'intensification des bombardements

contre les infrastructures énergétiques a causé des coupures d'électricité, d'eau, de chauffage et de communication dans tout le territoire, parfois durant plusieurs jours voire semaines dans les lieux proches du front où l'accès aux soins est particulièrement restreint. Dans les zones occupées, reprises à l'automne par les forces ukrainiennes, les besoins

humanitaires des populations restées une partie de l'hiver sans électricité et sans moyen de communication se sont révélés énormes.

SOUTIEN AUX CARITAS EN PREMIÈRE LIGNE DU CONFLIT

La stratégie du Secours Catholique en 2022 a consisté à répondre aux besoins humanitaires : alimentation, santé, hygiène, vêtements, abris de nuit et argent liquide, soutien psychologique, appui aux populations déplacées, accueil des réfugiés et regroupement des familles.

Au sein du réseau Caritas, et sous la coordination de Caritas Internationalis, nous avons répondu aux appels d'urgence de partenaires en première ligne : Caritas Pologne pour deux projets de 200 000 et 700 000 euros, Caritas Ukraine et Caritas Spes Ukraine, à hauteur de 500 000 euros chacun, auxquels se sont ajoutés près de 100 000 euros pour Caritas Spes afin de financer la location de nouveaux locaux permettant aux employés de travailler ensemble à Kiev et à proximité d'abris souterrains. Nous avons par ailleurs participé à la création d'une équipe de soutien et de coordination opérationnelle, tant en Ukraine que dans les pays voisins, qui a été pilotée par Caritas Europa, avec l'objectif d'une reprise par Caritas Ukraine et Caritas Ukraine Spes en 2023.

“ LES BESOINS HUMANITAIRES DES POPULATIONS SE SONT AVÉRÉS ÉNORMES. ”

1. Estimation au 31 décembre 2022 du Haut-Commissariat aux Nations unies pour les réfugiés (UNHCR)



PHILIPPSPALEK

SOUTIEN À D'AUTRES PARTENAIRES

Au début de la guerre, nous avons apporté un soutien de 150 000 euros à Triangle génération humaine, une ONG française implantée en Ukraine depuis 2014, qui s'appuie sur trois partenaires de la société civile, dont un dans le Donbass, afin d'apporter une assistance financière pour répondre aux besoins essentiels.

Début juillet 2022, la visite de Véronique Devise, présidente du Secours Catholique, et de plusieurs membres de la direction Action et plaidoyer international, a permis non seulement d'exprimer notre solidarité aux populations et à nos partenaires, mais aussi de mieux saisir les enjeux de terrain. C'est ce qui nous a amenés à soutenir deux ONG :

- Voices of Children, à hauteur de 148 000 euros, pour la réhabilitation et l'aménagement d'abris dans trois écoles (des abris indispensables à la reprise des cours en présentiel), le soutien psychologique aux enfants et la formation des enseignants et parents dans la région de Chernihiv (frontalière et particulièrement bombardée) ;
- TLU (Turbota pro Litnih v Ukraini), à hauteur de 97 000 euros pour leur accompagnement des personnes âgées isolées et/ou dépendantes dans neuf régions. L'association fonctionne avec des bénévoles

qui se rendent au domicile des personnes, leur apportent une aide à la vie quotidienne et maintiennent le lien social. Dans le contexte actuel, des formations sont également proposées pour que les personnes âgées sachent réagir en cas de bombardement, prodiguer des soins de premiers secours, et se protéger du froid. Des distributions d'articles essentiels sont également conduites (articles d'hygiène, lampes torches, Thermos...).

LA STRATÉGIE POUR LA SUITE

Conscient que la crise ukrainienne va durer, le Secours Catholique a opté pour une stratégie de long terme, avec comme objectif en 2023 de continuer à soutenir des partenaires locaux, proches des populations et répondant à des besoins humanitaires de première urgence en Ukraine, sans oublier les partenaires accompagnant les réfugiés ukrainiens dans les pays limitrophes. ■

DANS LE MONDE, POURSUIVRE UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'ANNÉE 2022 RESTERA DANS L'HISTOIRE celle du début de la guerre en Ukraine et de l'onde de choc qu'elle a déclenchée sur les économies et équilibres du monde entier. Le Secours Catholique-Caritas France s'est aussitôt mobilisé pour soutenir ses partenaires des pays voisins faisant face à un afflux de réfugiés sans précédent, tout comme ceux venant en aide aux populations restées sur place, sans électricité et sans accès aux vivres ni aux soins. (voir focus pp. 38-39)

L'année 2022 a été également celle d'un réveil forcé à l'effectivité du changement climatique. Au Secours Catholique, cette réalité est connue depuis bien longtemps. Elle nous est renvoyée chaque jour par nos partenaires internationaux qui font déjà face aux migrations climatiques et sont témoins de la fuite en avant des entreprises extractivistes, à l'œuvre notamment dans le bassin amazonien. C'est pourquoi, avec ces mêmes partenaires, dans 18 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, nous mettons en œuvre le programme de « Transition écologique juste » pour lequel nous avons signé une CPP avec l'AFD. Plus que jamais, nous avons les moyens, les ressources et les outils pour porter à plus grande échelle nos projets de développement de l'agroécologie, en réponse à l'insécurité alimentaire, de défense des droits fonciers des autochtones face à un système prédateur dominant, et de renforcement d'une société civile actrice des changements auxquels elle aspire. Sans oublier, bien sûr, nos autres priorités que sont la protection et la défense des droits des migrants tout au long de leur parcours, la promotion des libertés, de la justice sociale et de la paix.



ÉLODIE PERRIOT / SCOF

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET JUSTICE SOCIALE

AU FOSPA, DÉFENSE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DANS UNE PERSPECTIVE LOCAL-GLOBAL

En 2022, le Fospa a pu se tenir à nouveau en présentiel, du 28 au 31 juillet dans la ville de Belém, au Brésil, et reprendre ainsi sa vraie dimension de grand rassemblement des mouvements sociaux, des communautés et des peuples originaires des neuf pays du bassin amazonien. Le Secours Catholique-Caritas France avait fait le choix d'y participer avec plusieurs partenaires d'Amérique latine, mais aussi d'Afrique, des membres des directions France et international et des présidents et salariés de délégations (Aude-Roussillon, Guyane française et Berry), afin de croiser les analyses et de faire apparaître des enjeux et des combats communs, ici et là-bas.

Pendant quatre jours, le Fospa propose à ses milliers de participants des centaines d'ateliers et forums organisés par plus de 120 organisations et syndicats des pays pan-amazoniens. Le Secours Catholique y a joué sa partition en proposant quatre ateliers sur des thématiques transversales : les problèmes environnementaux

engendrés par l'extraction minière, tant en Guyane française que dans la vallée de l'Orbiel (Occitanie) affectée par la pollution d'anciennes mines de métaux précieux ; la défense de la souveraineté alimentaire et d'un accès digne à l'alimentation, en Amazonie comme en France ; la préservation des biens communs dans deux écosystèmes éloignés (l'Amazonie et le Sahel) mais menant des luttes interconnectées, et enfin, les solutions discutées pour le climat que sont les politiques d'atténuation du changement climatique basées sur les terres.

La dynamique insufflée au cours de ces journées a vocation à se poursuivre. Elle a fait émerger des idées, créé des liens nouveaux et donné l'occasion au Secours Catholique de sensibiliser son réseau aux questions environnementales. >>>

“ CROISER LES ANALYSES ET FAIRE APPARAÎTRE DES ENJEUX ET DES COMBATS COMMUNS. ”

FOCUS

PROMOUVOIR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE

En 2022, le Secours Catholique-Caritas France a commencé à mettre en œuvre le programme proposé dans le cadre de CPP signée avec l'AFD. Implanté dans 18 pays dont la France, celui-ci vise à renforcer la participation citoyenne à la gouvernance des territoires et à la transformation de leurs modèles de développement, dans l'optique d'une transition écologique juste. Des détails avec Alice Bauchet, coordinatrice du programme.

Comment s'est construit ce programme ?

Le Secours Catholique-Caritas France soutient depuis longtemps à l'international divers projets de lutte contre la crise socio-environnementale. C'est

un engagement de fond, qui résonne avec l'encyclique *Laudato si'*. L'appel à programmes de l'AFD nous offrait l'opportunité de structurer ce travail, en mettant les projets en cohérence et en les faisant monter en puissance, et de conceptualiser notre

vision de la transition écologique juste, en tant que Secours Catholique, en croisant notre regard avec celui de nos partenaires.

La CCP a été signée il y a un an, et le programme en tant que tel a commencé le 1^{er} octobre 2021 par la mise en œuvre concrète de plusieurs projets de terrain : méthode « champs-écoles paysans » au Sahel, accès au foncier pour les peuples autochtones au Bangladesh, accès à la ressource en eau, renforcement de la gouvernance territoriale des populations... Nous avons ensuite commencé la mise en réseau des partenaires avec, dans un premier temps, des rencontres au niveau régional, en Amérique latine et au Sahel, pour créer des dynamiques communes.

Puis il y a eu la rencontre des parties prenantes, grand événement fondateur d'une semaine, du 27 juin au 2 juillet 2022, avec 90 personnes issues de tous les pays, qui nous a permis de mieux nous connaître, de poser les jalons d'une gouvernance collective du programme et de commencer à réfléchir à notre vision de la transition écologique juste.

Quelle est la plus-value de l'approche de ce programme ?

Outre la mise en réseau des partenaires, ce sont les actions de capitalisation et de recherche que nous avons lancées en parallèle. Nous travaillons avec un institut de recherche-action de l'Université catholique de Lyon, le Centre international d'études pour le développement local (Ciedel), qui va former nos partenaires aux méthodes de capitalisation et les accompagner pour qu'ils forment à leur tour les communautés avec lesquelles ils travaillent. Ce processus invite partenaires et communautés à formuler les dynamiques qu'ils mettent en place à travers leurs projets, pour les aider à prendre conscience de ce qu'ils font et renforcer ainsi leur pouvoir d'agir. Nous avons également lancé trois programmes structurants avec le Groupement d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement (Gemdev), une fédération d'instituts de recherche qui travaillent sur la mondialisation et le développement. Un comité scientifique pilote et oriente les choix

“ PARTENAIRES ET COMMUNAUTÉS SONT INVITÉS À FORMULER LES DYNAMIQUES QU'ILS METTENT EN PLACE. ”



XAVIER SCHWEBEL / SCOF

scientifiques. Nous y avons convié, en plus de nos partenaires de terrain et de recherche, des chercheurs extérieurs de renom afin de bénéficier de leur expertise, mais aussi d'avoir des relais pour promouvoir notre travail.

Quels sont les résultats attendus ?

L'objectif global du programme est de « renforcer les capacités des populations vulnérables pour promouvoir et concevoir une transition écologique juste ». C'est ce à quoi nous répondons en mettant en œuvre des actions, en les systématisant et en les promouvant pour faire évoluer les politiques publiques. Dans les programmes traditionnels, les résultats s'évaluent en nombre de bénéficiaires, d'actions menées, etc. Si nous voulons apporter des changements systémiques, nous devons à l'avenir également évaluer nos actions en fonction du changement social apporté. Il s'agit donc aussi, à travers ce programme, de mettre en place une nouvelle façon d'évaluer notre action dans une vision transformative.

La France est un des pays où est mise en place la CPP. Comment ?

En France, le Secours Catholique a lancé une démarche d'animation pour le changement social local (ACSL). Dans le cadre de la CPP, nous croisons cette expérimentation avec celles menées par des partenaires au Togo, en Arménie et au Brésil. La transition écologique juste fait partie de nos thématiques en France, même si elle ne figure pas en tant que telle dans notre projet national. Nous avons créé un comité de coordination qui réunit des équipes des directions France et internationale pour définir des propositions concrètes que nous souhaitons porter dans ce domaine en tant que Secours Catholique. ■

“ÉVALUER NOS ACTIONS EN FONCTION DU CHANGEMENT SOCIAL APPORTÉ.”

SÉCURITÉ FONCIÈRE ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES EN ASIE

» Depuis plusieurs années, le Secours Catholique Caritas France soutient les projets de ses partenaires locaux portant sur la protection des droits et les pratiques agricoles des communautés autochtones. Des enjeux communs ont émergé, notamment dans le cadre de l'étude menée en 2020-2021 sur la contribution des peuples autochtones à la protection de l'environnement. La convention de partenariat pluriannuel signée avec l'AFD et portant sur la thématique de la transition écologique juste a permis de développer une approche stratégique régionale pour promouvoir la sécurité foncière et la gestion durable des ressources naturelles.

Deux événements ont été organisés en ce sens en 2022 : un webinaire en mars, mené conjointement par les pôles Asie et Europe orientale et Plaidoyer international, en vue de revenir sur la participation des organisations de la société civile au processus de négociation et les déclarations des dirigeants au cours de la dernière convention-cadre des Nations

unies sur les changements climatiques (COP 26), mais aussi sur l'intérêt de nos partenaires à contribuer aux démarches de plaidoyer sur les marchés carbone et les solutions basées sur la nature ; l'autre événement 2022 a été l'atelier régional organisé en octobre en Thaïlande avec quatre partenaires asiatiques. Celui-ci avait pour objectif de créer une culture commune autour des méthodes d'accompagnement des populations autochtones dans la sécurisation et la gestion de leurs terres, notamment à travers des méthodes de cartographie participative, et de valider les axes de travail pour les années à venir. Les activités retenues de façon collective sont les suivantes : formation aux outils de suivi gérés par les communautés, sensibilisation aux enjeux internationaux visant la préservation de la biodiversité, étude de cas sur les services environnementaux rendus par les communautés, échange de pratiques pour une gestion collective des biens communs et des moyens de subsistance durables, mise en réseau entre leaders autochtones, chercheurs et organisations de la société civile pour porter un plaidoyer commun sur les droits fonciers. ■

DÉFENDRE LES DROITS ET LES LIBERTÉS

PLAIDOYER POUR UN ACCÈS UNIVERSEL AUX VACCINS

Alors que les vaccins contre le Covid-19 suscitaient l'espoir de mettre fin à cette pandémie, en janvier 2022, 10 % seulement de la population africaine avait reçu deux doses de vaccin, contre 70 % de celle de l'Union européenne. Devant le constat que les inégalités face aux vaccins et aux traitements touchaient en priorité les pays les plus pauvres ayant le moins accès aux systèmes de santé, et caractérisés par une importante économie informelle avec peu ou pas de filets de protection sociale en cas de maladie ou d'arrêt des activités génératrices de revenus, le Secours Catholique-Caritas France s'est engagé avec Caritas Europa et Caritas Internationalis dans un plaidoyer en faveur d'une levée temporaire des brevets. Dans le cadre de ce plaidoyer, nous avons mené un sondage auprès de nos partenaires internationaux, entre mars et avril, pour mesurer les

impacts et les enjeux de la pandémie dans les différentes régions du monde où nous intervenons.

Avec des associations comme Action santé mondiale, Aides, CCFD-Terre solidaire, Médecins du monde et Oxfam France, nous avons signé une tribune, parue dans le *JDD* le 17 juin, pour dénoncer la victoire de façade dont se félicitaient l'OMS et l'Union européenne obtenue à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'accord conclu après des mois de négociations ne répondait en rien à la demande, portée par l'Inde et l'Afrique du Sud et soutenue par une centaine de pays, de bénéficier de dérogations automatiques et généralisées pour produire les outils de lutte anti-Covid.

Notre prise de position sur un sujet en apparence nouveau pour le Secours Catholique est en cohérence avec notre mission de relayer ce que vivent les personnes les plus vulnérables, dont nous défendons l'accès aux droits fondamentaux au jour le jour et qui ont été particulièrement touchées par

cette pandémie, argument que nous avons détaillé dans le cadre d'un outil interactif à destination de notre réseau, et d'une série de chroniques sur la Radio chrétienne francophone (RCF) à l'attention du grand public.

LUTTER CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE À UNE NOUVELLE ÉCHELLE

Le Secours Catholique-Caritas France mène depuis plusieurs années dans la région des Grands Lacs un programme de lutte contre les violences faites aux femmes, qui s'est concrétisé, en 2020, par la publication d'une enquête menée auprès de 1800 femmes du Rwanda et de République démocratique du Congo (RDC). En 2022, année de transition vers la nouvelle phase du programme, les activités existantes ont été renforcées et consolidées d'une part, comme les maisons d'accueil et d'écoute qui reçoivent des femmes victimes de violences ou des couples en conflit, et un nouveau partenaire du Burundi a été intégré. L'objectif est en effet de changer d'échelle et de développer une

vraie communauté de pratiques dans un triangle comprenant les régions frontalières du Rwanda, de la RDC et du Burundi.

Un atelier collégial a été organisé avec l'appui d'une consultante en mars 2022, afin d'aider les partenaires à formuler une vision commune des changements visés sur la question des violences faites aux femmes et la promotion du genre. Ce travail a permis de réorienter leurs pratiques, jusque-là plutôt palliatives et réservées aux femmes, pour travailler davantage sur les causes profondes des violences et transformer les comportements à tous les niveaux de la société. Cette nouvelle phase de trois ans a commencé en novembre. Une personne doit être recrutée. Elle sera installée à Kigali, pour en assurer la coordination et soutenir les partenaires dans leur recherche de fonds sur leur territoire.

ÉTUDE SUR LES MIGRATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le Secours Catholique-Caritas France, avec Caritas Internationalis, défend, depuis les négociations sur le Pacte mondial sur les migrations, la nécessité d'établir des voies sûres et régulières pour les migrations environnementales. En vue de nourrir et d'étayer ce plaidoyer et celui de nos partenaires, nous avons entrepris, dès janvier 2022, une étude de terrain. Son but est d'analyser les besoins des personnes qui migrent dans le contexte du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, et de définir les réponses juridiques et politiques à apporter pour garantir le respect des droits fondamentaux de ces personnes. Elle est menée dans trois zones touchées au Bangladesh, au Honduras et au Sénégal.

Après une première réunion avec les partenaires de l'étude, qui s'est tenue à notre siège parisien en septembre 2022, nous avons travaillé à affiner notre cadre méthodologique, à élaborer et tester les outils de collecte de données (questionnaire quantitatif, grilles d'entretiens) et à former nos partenaires à leur utilisation. L'enjeu est de s'assurer que les données sont acquises de manière rigoureuse et cohérente sur tous les sites de recherche, et qu'elles répondent bien aux questions posées dans nos actions de plaidoyer. L'échéance

“UNE ÉTUDE DE TERRAIN
POUR ANALYSER LES BESOINS
DES PERSONNES QUI MIGRENT.”



pour la fin de la collecte a été fixée à début 2023, celle de la publication de l'étude, à septembre 2023.

ÉLARGISSEMENT DU RÉSEAU AFRIQUE EUROPE POUR LA MOBILITÉ HUMAINE

Cela fait plusieurs années que le Secours Catholique-Caritas France s'occupe d'un programme régional pour la mobilité humaine qui réunit des Caritas d'Europe et d'Afrique. Ce travail a permis de renforcer les capacités des organisations de terrain des pays de départ, de transit et d'arrivée, et d'assurer également un travail de veille sur l'évolution des législations dans les pays de transit et d'arrivée, ainsi que de plaider et de rechercher. En 2022, suite à la concertation menée l'année précédente auprès des acteurs du programme, celui-ci est entré dans une nouvelle phase intitulée Réseau Afrique Europe pour la mobilité humaine (RAEMH) et intégrant 11 organisations, anciennes et nouvelles, localisées en Afrique de l'Ouest, en Afrique du Nord et en Europe. Ces 11 partenaires ambitionnent de renforcer leurs liens en partageant leurs expériences et leurs connaissances sur les différents aspects de la mobilité

humaine, l'objectif étant d'améliorer l'accompagnement des personnes en mobilité tout le long de leur parcours migratoire grâce au renforcement des capacités des équipes sur le terrain. L'élargissement du programme est non seulement géographique, mais aussi conceptuel, en ce qu'il s'intéresse à toutes les formes de mobilité humaine (mobilités sous-régionales, déplacements internes, etc.), à leurs conséquences et à leurs causes. Le mode de fonctionnement, les instances de gouvernance et les activités de ce réseau élargi sont volontairement plus souples.

L'ACCOMPAGNEMENT DES TRAVAILLEURS MIGRANTS EN RUSSIE DANS LE CONTEXTE DE LA GUERRE

Depuis 2016, le Secours Catholique-Caritas France soutient un projet de coordination de six ONG de défense des droits des migrants présentes dans les pays de départ : l'Arménie, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan, mais aussi en Russie, pays d'arrivée. Leur mise en réseau permet d'accompagner les personnes migrantes et leurs familles sur le plan juridique, mais aussi de les informer de leurs droits et obligations en matière de migration afin de mieux les préparer au départ.



La guerre en Ukraine a fortement modifié le contexte du projet. Les pays de départ sont devenus des pays d'arrivée de personnes fuyant la Russie, mais aussi de retour de beaucoup de migrants, notamment les binationaux craignant d'être enrôlés dans l'armée. La question de l'enrôlement, forcé ou obtenu de façon abusive au moment de l'enregistrement administratif des nouveaux arrivants, est l'une des principales nouvelles problématiques auxquelles nos partenaires sont confrontés. L'actualité du sujet et la maturité du réseau ont incité à renforcer le projet, dans son cadre juridique, sa cohérence et son plaidoyer, en vue de trouver de nouvelles sources de financement et de nouveaux partenaires. Le plaidoyer régional à l'échelle de l'Union économique eurasiatique et nationale, notamment auprès des gouvernements des pays de départ, pour qu'ils participent à la protection des droits de leurs ressortissants et étudient des possibilités de diversification des pays d'accueil, par exemple la Corée du Sud, la Turquie et l'Allemagne, fait partie des aspects du projet qui ont été renforcés depuis 2021. Les six partenaires ont gagné en compétences et en reconnaissance dans ce domaine et le partenariat avec le Secours Catholique leur a permis de toucher de nouveaux donateurs. Notre ambition est de continuer à accompagner leur montée en compétences et d'ouvrir le réseau à de nouveaux partenaires comme au Tadjikistan.

« ENSEMBLE POUR LA PAIX » DANS UN CONTEXTE POLITIQUE FAVORABLE

En août 2022, les électeurs ont porté à la présidence et à la vice-présidence de Colombie Gustavo Petro et Francia Marquez, tous deux issus d'une coalition de gauche attentive aux demandes des organisations de défense des droits humains. Le Secours Catholique-Caritas France s'est réjoui de voir figurer à l'agenda du nouveau gouvernement de nombreuses revendications cohérentes avec celles des membres du programme « Ensemble pour la paix » mené par un consortium de 23 organisations de la société civile française et colombienne dont nous sommes chef de file.

Bien que les pressions et les assassinats de leaders sociaux perpétrés par les groupes armés n'aient pas cessé, l'année 2022 a été marquée par une montée en force des activités prévues dans les trois territoires du programme. Dans la région du nord

du Cauca et au sud de la vallée du Cauca, le programme a soutenu la mise en place de dialogues entre communautés afrodescendantes, autochtones et paysannes, ainsi que la participation des communautés aux concertations sur le Plan national de développement. Sur la côte pacifique du Cauca, les initiatives de paix ont permis de renforcer le leadership des organisations de femmes, de jeunes et de conseils communautaires afrodescendants qui les portent. Enfin, dans le Bas-Atrato et le Choco, les activités soutenues ont permis à un groupe de femmes de produire un rapport sur les violences subies pendant le conflit et la dépossession des terres, rapport remis à une des instances de justice transitionnelle créée dans le cadre de l'accord de paix : la Juridiction spéciale pour la paix.

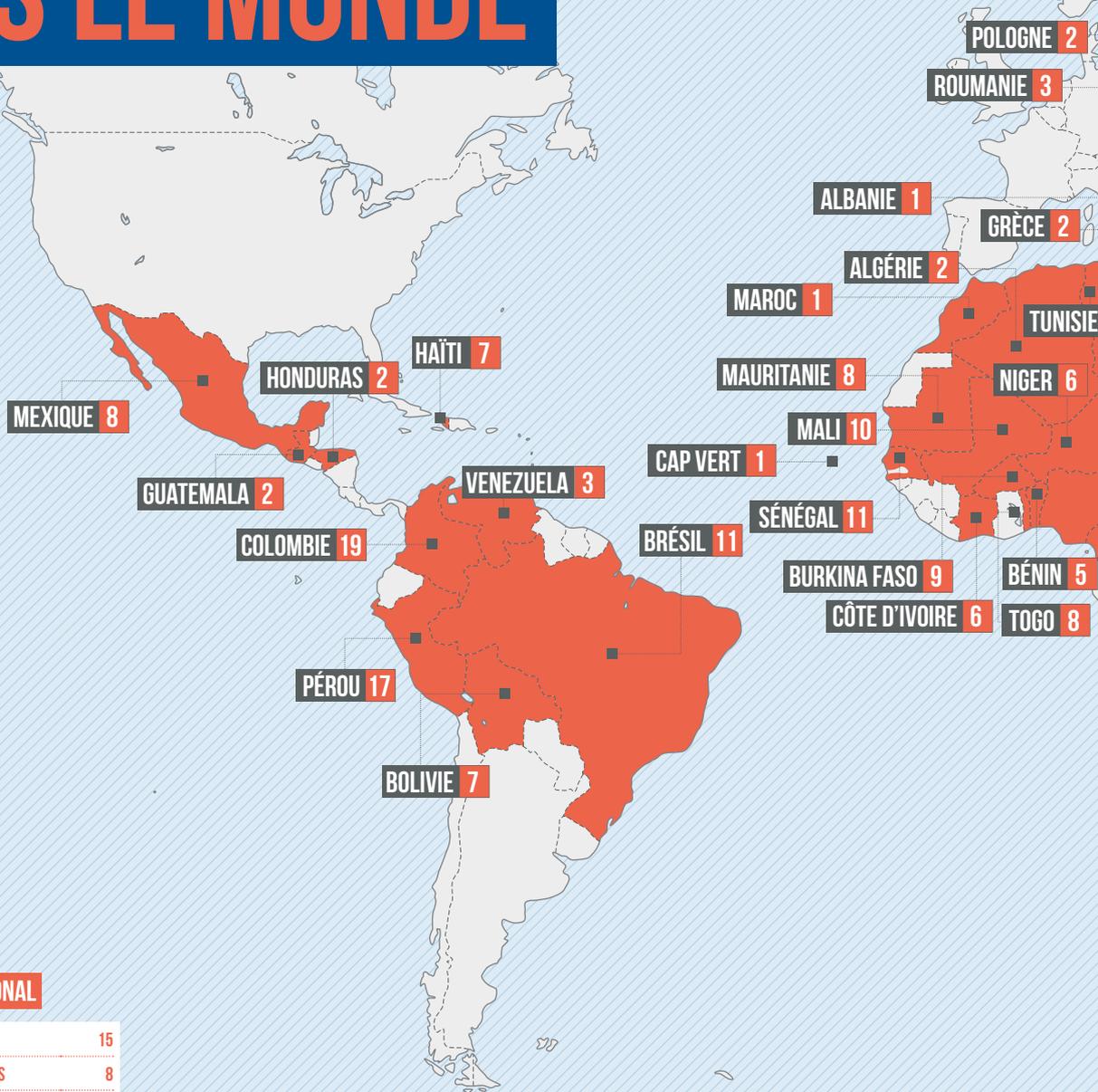
La première phase du programme « Ensemble pour la paix » s'achevant début 2023, l'assemblée générale de décembre 2022 s'est concentrée sur l'étude du bilan en vue de la conception de la nouvelle phase dans un contexte national désormais très favorable.

SOUTIEN AUX ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET AUX PEUPLES DU BRÉSIL

L'année 2022 a été marquée par le soutien du Secours Catholique-Caritas France à des actions de plaidoyer de la société civile et des peuples du Brésil. En tant que membre de la coalition Solidarité Brésil, nous avons contribué à la promotion en France du troisième baromètre d'alerte sur la situation des droits humains au Brésil pour la période 2019-2022, qui révèle l'augmentation des violences, violations des droits et inégalités subies pendant la présidence de Jair Bolsonaro.

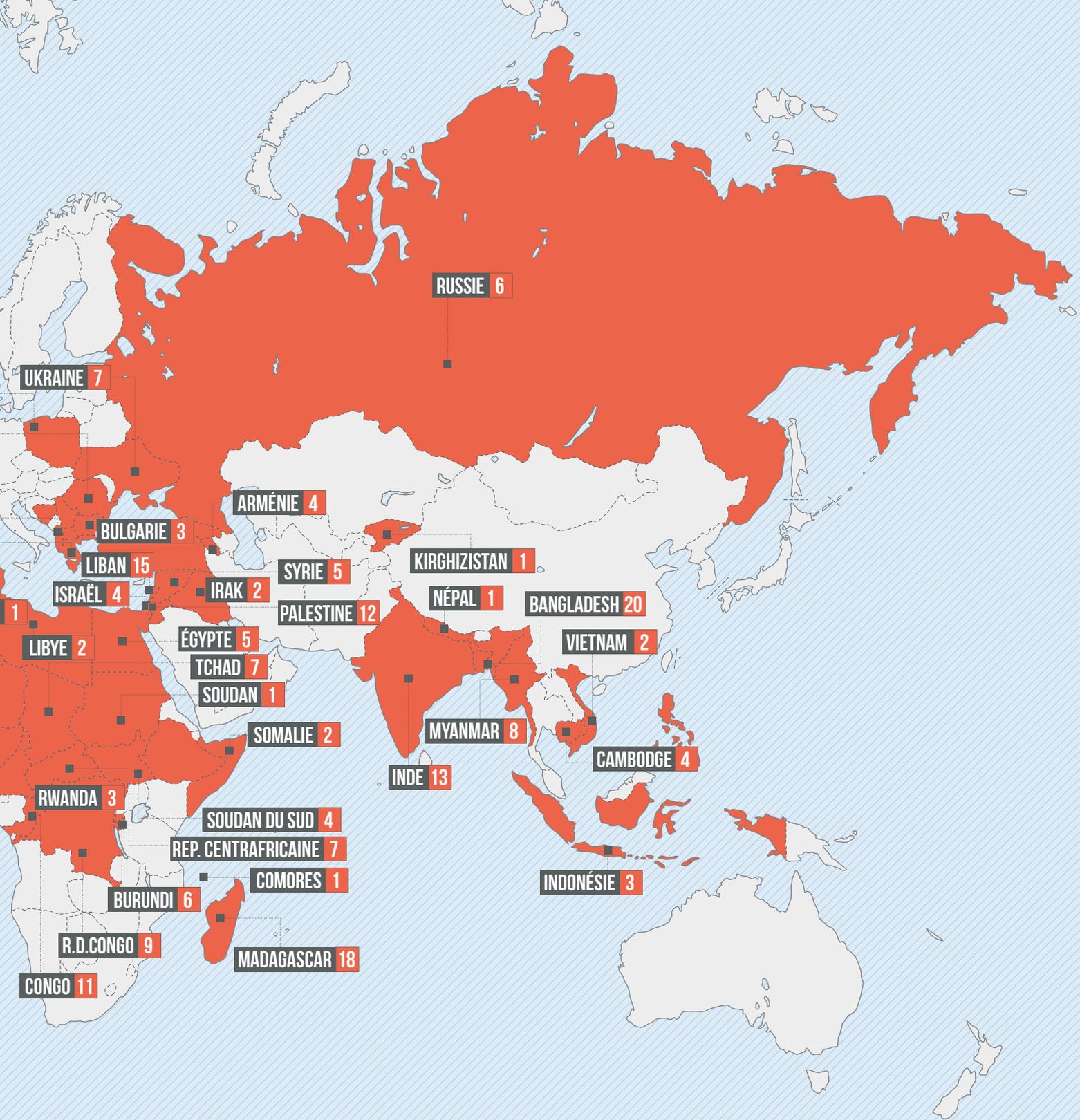
Le Secours Catholique a également accueilli en France la tournée, accompagnée par notre partenaire, le Conseil indigéniste missionnaire (Cimi), de deux leaders traditionnels brésiliens, des peuples Xokleng et Pataxó, venus en Europe dénoncer les violences à leur encontre et le processus de spoliation de leurs territoires. Après s'être rendus en Suisse aux Nations unies pour témoigner auprès de la Commission des droits humains et du Comité pour l'éradication de la discrimination raciale, ils ont pu rencontrer à Paris le sous-directeur pour l'Amérique du Sud et le rédacteur Brésil du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, ainsi que le Groupe d'amitié France-Brésil du Sénat. ■

397 PROJETS SOUTENUS DANS LE MONDE



PROJETS SOUTENUS PAR RÉGION / INTERNATIONAL

RÉGION AFRIQUE	15
RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	8
RÉGION ASIE	5
RÉGION EUROPE	7
RÉGION MOYEN-ORIENT NORD-AFRIQUE	4
INTERNATIONAL	20



PAYS NOMBRE DE PROJETS

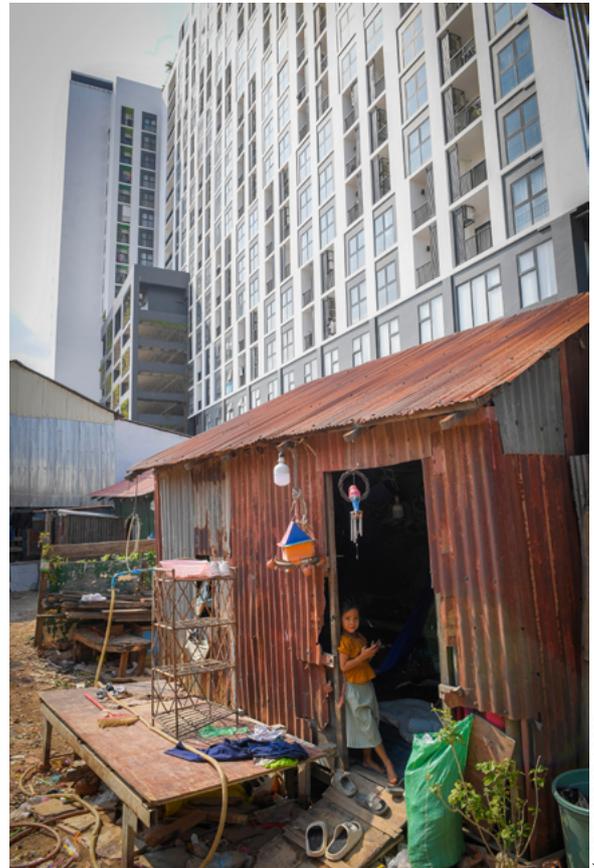
FAIRE ÉMERGER UNE SOCIÉTÉ CIVILE FORTE

SOUTENIR LE DIALOGUE ENTRE LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE TCHADIENNE

La situation politique est explosive au Tchad depuis le décès d'Idriss Déby en 2021, au pouvoir depuis vingt-cinq ans. Le dialogue national qui devait se tenir en 2022 a été boycotté par les partis d'opposition. En octobre, les manifestations des opposants au maintien au pouvoir du président de transition, le général Mahamat Idriss Déby Itno, ont été réprimées dans le sang, ce qu'a dénoncé l'évêque de Moundou, qui n'a pas hésité à parler de massacre. Dans ce contexte, le Secours Catholique-Caritas France s'est rendu au Tchad en novembre 2022 pour manifester son soutien à Caritas Tchad ainsi qu'à deux autres organisations reconnues de la vie civile. La première est le CSAPR, un comité d'une centaine d'organisations présentes sur tout le territoire, qui organise des cafés politiques et des cadres de dialogue afin de permettre aux différentes composantes de la vie civile d'échanger en vue d'apaiser les tensions. La seconde est le Centre d'études et de recherche sur la gouvernance, les industries extractives et le développement durable (Cergied), une organisation référente de la société civile. Fin 2022, le Secours Catholique a donné son aval à un projet pour aider les principales organisations locales à s'impliquer dans la promotion de la bonne gouvernance, à contribuer à la lutte contre la corruption et à protéger les droits humains dans le secteur des industries extractives (pétrolier et aurifère). Le Cergied suit une démarche originale en faisant le lien entre activités locales (terrain), nationales et internationales.

DYNAMIQUE EN ASIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE VILLES INCLUSIVES ET DURABLES

Bien que l'essentiel des projets du Secours Catholique-Caritas France en Asie se situe en zone rurale, trois de nos partenaires sont également impliqués auprès des populations les plus vulnérables des villes, d'où la décision de lancer un chantier thématique régional « Villes durables et inclusives », auquel la convention de partenariat pluriannuel sur la transition écologique juste offre un cadre pertinent. Lors des entretiens réalisés en 2022 sur ce sujet, nos partenaires ont manifesté leur intérêt pour la dimen-



ÉLODIE PERRIOT / SCOF

sion régionale de ce chantier. Les enjeux urbains étant relativement récents, les échanges de bonnes pratiques s'avèrent nécessaires. Compte tenu du contexte de changement climatique, l'orientation principale de ce chantier a été formulée comme suit : contribuer, *via* l'action de nos partenaires sur le terrain, au renforcement du pouvoir d'agir des populations urbaines vulnérables afin qu'elles soient associées et participent au développement de villes plus inclusives et durables.

NOUVELLE EXPÉRIMENTATION D'APPROCHE ORIENTÉE CHANGEMENT (AOC) EN PALESTINE

« Renforcer le pouvoir d'agir des personnes et des groupes par le développement de l'action collective et la gouvernance partagée » constitue une des

priorités du projet national du Secours Catholique-Caritas France. Un des moyens pour y parvenir est l'AOC que nous souhaitons expérimenter dans chacune des zones géographiques où nous intervenons et dans le cadre de projets d'urgence. Cette approche consiste en un ensemble d'outils et de méthodes permettant de planifier, de suivre et d'évaluer des actions propres à mettre en œuvre des processus de changement social. Pour cela, les acteurs locaux impliqués sont invités à s'interroger sur leur vision d'un futur commun idéal et à définir les changements que chacun d'eux peut réaliser pour le faire advenir.

Après le Togo en 2021, c'est la Palestine que nous avons choisie pour cette nouvelle expérimentation AOC en 2022. Nous la menons avec notre partenaire, Palestinian Circus School, en vue de transformer un contexte de violences faites aux enfants et de harcèlement scolaire. Les communautés concernées ont été impliquées en amont du projet. Un rôle important est donné à la capitalisation au fil de l'expérimentation, dès le départ, en tant qu'outil de cadrage et moyen de documentation et d'analyse de l'expérience.

APPROCHE RÉGIONALE DE TRANSFORMATION SOCIALE PAR LE SPORT

Le Secours Catholique-Caritas France travaille depuis de nombreuses années au niveau national sur une approche d'animation pour le changement social local qui se développe également à l'international. Afin d'évaluer le niveau d'expertise et d'appétence de nos partenaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sur ce sujet, nous avons mené un diagnostic

de leurs pratiques en termes de changement social, dont la restitution s'est faite en 2022. Celle-ci nous a permis de dégager une vision globale et de valider l'intérêt qu'il y aurait à lancer un projet régional de transformation sociale.

Inspiré par les recherches de la Fédération sportive gymnique du travail (FSGT) sur l'émancipation par le sport populaire pour toutes et tous, ce projet répond à une problématique commune à toute la zone Moyen-Orient, en proie à de grands défis socio-économiques et politiques, auxquels se superposent les discriminations touchant les femmes, les réfugiés et les personnes en situation de handicap.

À travers la thématique d'accès à la démarche sportive, le projet permettra aux partenaires de renforcer leur ancrage local et communautaire et leurs pratiques d'animation pour le changement social. Leur objectif consistera à favoriser l'émancipation et le pouvoir d'agir individuel et collectif des populations marginalisées qu'ils accompagnent et à créer une dynamique de revendications locales en faveur d'un accès à d'autres droits économiques, sociaux et culturels. Le projet se déroulera en Égypte, Palestine (Gaza), Jordanie, au Liban et en France et mettra en relation de jeunes organisations et d'autres, plus expérimentées. Des stages de formation sont prévus, ainsi que des rencontres en France avec les comités du FSGT et les délégations du Secours Catholique dans une dynamique global-local. ■

“ FAVORISER L'ÉMANCIPATION ET LE POUVOIR D'AGIR INDIVIDUEL ET COLLECTIF DES POPULATIONS MARGINALISÉES. ”

FAIRE FACE AUX URGENCES

IDENTIFICATION ET SOUTIEN DE SIX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE LIBANAISE

C'est en 2021 que le Secours Catholique-Caritas France a décidé de soutenir au Liban des initiatives locales, créées par des citoyens désireux d'agir face à la crise à multiples facettes, aggravée par l'explosion du port de Beyrouth. En 2022, une mission ex-

ploratoire de nos pôles Urgences internationales et Moyen-Orient a permis d'identifier les six initiatives locales que nous avons choisi d'accompagner :

- deux organisations qui travaillent sur des aspects environnementaux, l'une pour apporter une aide financière et logistique à des personnes souhaitant monter de petits projets communautaires, l'autre pour maintenir et reforester une réserve

naturelle destinée à recevoir des écoles à des fins éducatives ;

- deux autres des organisations retenues travaillent à des projets d'éducation. La première soutient les enseignants d'écoles publiques endommagées par l'explosion. La seconde, basée à Tripoli, accueille des enfants déscolarisés et leur propose des cours et activités périscolaires ;
- la cinquième organisation fait du soutien psychosocial par téléphone, orientant les personnes, en fonction de leurs moyens financiers, soit vers des psychologues, soit vers des organisations comme Médecins sans frontières ou Médecins du monde pour une aide gratuite ;
- la dernière enfin travaille à redynamiser l'engagement citoyen et civique, notamment chez les jeunes.

QUAND LES PROJETS DE NOS PARTENAIRES FONT FACE À DES CRISES

Le Secours Catholique-Caritas France veille à apporter une aide d'urgence aux bénéficiaires de projets menés par nos partenaires qui se trouvent confrontés à des crises. Cela a été le cas en septembre 2022 au

Soudan du Sud, où des attaques de groupes armés ont entraîné d'importants déplacements de populations, ou encore en Somalie, en proie à une grave crise alimentaire, où nous avons apporté notre soutien la prise en charge des enfants souffrant de malnutrition.

OUTIL INTERACTIF URGENCES INTERNATIONALES

Depuis sa fondation, le Secours Catholique-Caritas France contribue activement à répondre, *via* son réseau de partenaires, aux besoins des populations affectées par les crises humanitaires internationales majeures (guerre, catastrophe naturelle et autres...). Dès les premiers jours de la guerre en Ukraine, et plus que pour toute autre crise précédente, nous avons fait face à de nombreuses interrogations et incompréhensions de la part de notre réseau national sur nos modalités et délais d'intervention. Ça a été l'occasion pour nous de présenter, sous forme d'outil interactif, la façon dont se construit une réponse adaptée aux besoins des populations affectées par les crises. L'idée consiste à se glisser dans la peau d'un chargé de projets humanitaires et à faire des choix, tout au long d'un parcours, pour mener à bien une mission. ■

CONVERGENCE FRANCE ET INTERNATIONAL

CRÉATION D'ESPACES DE COLLABORATION DANS L'OCÉAN INDIEN ET LES CARAÏBES

En cohérence avec la dynamique global-local portée depuis 2021, les délégations des territoires d'Outre-mer

du Secours Catholique-Caritas France ont souhaité se rapprocher des partenaires internationaux de pays voisins. Deux espaces ont ainsi été créés en 2022 : l'un mettant en lien les délégations de Martinique, Guadeloupe et Guyane avec les pays d'Amérique

latine et des Caraïbes, et l'autre, dans l'océan Indien, entre les délégations de Mayotte et de La Réunion

et les partenaires des Comores et de Madagascar. Plusieurs rencontres se sont tenues tout au long de l'année entre les responsables de la direction Action et plaidoyer international et les présidents des délégations concernées en vue de nourrir la réflexion sur de futurs projets dans ces espaces. Dans les Caraïbes, la collaboration est déjà bien engagée entre la délégation de Guyane et les pays du bassin amazonien sur des plaidoyers environnementaux communs. Parmi les autres pistes évoquées, il y a le souhait de développer un protocole entre les délégations ultramarines et le pôle Urgences internationales pour pouvoir intervenir de façon efficace en cas de catastrophe naturelle dans les territoires voisins. Les délégations d'Outre-mer souhaitent également créer des liens avec les partenaires internationaux pour améliorer l'accueil des migrants venant de Haïti ou des Comores grâce à une meilleure compréhension des situations vécues dans ces pays.

66 UNE COLLABORATION BIEN
ENGAGÉE SUR DES PLAIDOYERS
ENVIRONNEMENTAUX
COMMUNS. **99**

KIT DE SENSIBILISATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

L'action internationale fait partie de l'ADN du Secours Catholique-Caritas France. Elle contribue à nourrir notre compréhension des liens qui existent entre les enjeux de pauvreté et de précarité en France et dans le monde. De nombreuses régions ou délégations du Secours Catholique s'engagent pour faire vivre l'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale, et beaucoup d'autres souhaitent s'y investir. Mais il n'est pas toujours simple de trouver des ressources, d'avoir des idées pour agir sur son territoire en lien avec des projets locaux, tout en pensant enjeux globaux. C'est pourquoi nous avons créé en 2022 un kit numérique « Tout est lié », à l'intention de toute personne, équipe, délégation, région intéressée par cette thématique et qui souhaite en savoir plus, comprendre, et agir. Celui-ci comprend : des ressources existantes, internes ou externes, permettant de s'informer et de mieux mesurer l'interdépendance des enjeux dans notre monde globalisé ; des liens numériques en accès direct pour comprendre comment le Secours Catholique s'engage à l'international sur des thématiques comme les migrations, les droits humains, l'environnement ; des propositions d'actions concrètes et des exemples d'initiatives de délégations engagées dans la solidarité internationale. Mis en ligne en mars, ce kit très dense sera animé tout au long de l'année 2023.

RENCONTRES APPRENANTES EN BRETAGNE, PAYS DE LA LOIRE ET AU CEDRE

Depuis quatre ans, le Secours Catholique a mené plusieurs cycles de rencontres entre ses délégations locales en France et ses partenaires de pays du Sud, autour du thème de la migration. Il s'agit de part et d'autre de voir ce qui se vit ailleurs et d'échanger pour faire évoluer l'accueil des personnes migrantes afin de mieux comprendre la complexité des parcours de migration. En 2022 s'achevait le deuxième cycle de visites en France avec la venue de Caritas Sénégal et Caritas Dakar en Bretagne, et de Caritas Brésil au Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés (Cedre) et dans les Pays de la Loire. Ces rencontres apprenantes autour du phénomène global des migrations ont montré qu'elles contribuaient à ouvrir des horizons et des possibles. Nous envisageons de les élargir à d'autres thématiques comme l'alimentation et la transition écologique.

LANCEMENT D'UNE APPROCHE GENRE À LA DIRECTION DE L'ACTION ET DU PLAIDOYER INTERNATIONAL

Le 24 novembre 2022, le Secours Catholique-Caritas France organisait un séminaire en vue d'amorcer une démarche de promotion de la prise en compte du genre au sein de la direction de l'Action et du plaidoyer international, conformément à l'ambition de son nouveau projet de direction. Cette première étape avait pour but de dessiner une compréhension commune des concepts clés de l'approche genre et de son importance pour les acteurs de transformation sociale, mais aussi de découvrir les bonnes pratiques et expériences d'autres acteurs, de repérer celles déjà à l'œuvre au Secours Catholique et de définir les besoins et les perspectives.

Pour travailler sur ce sujet, nous avons bénéficié de l'accompagnement du réseau apprenant F3E, de témoignages d'autres organisations (Association Sœur-Emmanuelle – Asmae – et Caritas Internationalis) et de la participation de membres d'autres directions du Secours Catholique.

Ce premier pas a révélé un véritable intérêt et même une appétence pour ce sujet, et une détermination commune pour aller de l'avant avec les autres directions et le réseau, en dialogue avec nos partenaires et alliés.

Les 27 et 28 octobre 2022, dans la continuité des célébrations du 70^e anniversaire de Caritas Internationalis, le Secours Catholique organisait, en partenariat avec la Mission permanente d'observation du Saint-Siège auprès de l'Unesco et sous le patronage de l'Unesco, une conférence sur le thème : « Le visage complet de l'humanité : le leadership des femmes pour une société juste », avec l'intervention de Véronique Devise, présidente du Secours Catholique, et d'Adélaïde Bertrand, déléguée générale. ■

“ LES RENCONTRES APPRENANTES CONTRIBUENT À OUVRIER DES HORIZONS. ”





TERRITOIRE

KOSOVO : YOURJOB, UN TREMPLIN POUR L'EMPLOI

À Prizren, petite ville du sud du Kosovo, Donika Markaj, conseillère d'orientation, reçoit Festina, âgée de 22 ans. Elle a fait des études mais ne trouve pas de travail, comme 60 % des jeunes Kosovars de 15 à 30 ans. La conseillère lui présente le projet YourJob, un programme soutenu par le Secours Catholique et mis en œuvre par les Caritas dans les Balkans, en Bosnie-Herzégovine, en Serbie, en Albanie et au Kosovo. L'objectif : insérer sur le marché du travail ces jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (les Neet). Depuis son lancement en 2019, 2 400 jeunes ont ainsi été reçus en entretien individuel, 600 ont bénéficié de formations sur la manière de poser leur candidature et 200 ont pu faire des stages en entreprise. « Lors des entretiens, on essaie de comprendre vraiment ce que veulent les jeunes. On leur redonne espoir et on les motive », explique Donika.

Grâce au programme, Albatrit, 19 ans, a réalisé un stage de cinq mois dans une pizzeria, où il a obtenu un contrat d'un an. « Au moins, maintenant, j'ai un job sécurisant », déclare-t-il.

« Les stages sont de bonnes options, observe encore Donika, les jeunes sont payés durant cette période par YourJob. Ils acquièrent des compétences et sont souvent employés après. » Albana Morina, manager de la pizzeria, renchérit : « J'ai recruté deux pizzaïolos avec YourJob. Ça facilite l'embauche, car ils sont préparés et réellement prêts à travailler. »

De son côté, Robert a trouvé un emploi comme réceptionniste dans un hôtel de Prizren, là aussi après un stage : « J'avais fait des études d'assistant d'avocat, mais je ne trouvais pas de travail. Mon frère est parti travailler en Suisse, mais moi, je veux rester au Kosovo. » C'est aussi un des objectifs de YourJob : faire en sorte que les jeunes, qui sont l'avenir du pays, restent sur place. ■



UNE ORGANISATION POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX

EN 2022, APRÈS DEUX ANNÉES DE CRISE SANITAIRE et dans un contexte social et environnemental fortement dégradé, le Secours Catholique-Caritas France a senti venu le moment d'une profonde transformation. Une transformation de ses modes de fonctionnement, pour être toujours plus en phase avec les réalités et les enjeux de terrain. Une transformation de son mode de gouvernance pour mieux intégrer la diversité des acteurs qui font sa richesse et être en pleine cohérence avec son projet associatif.

« Les savoirs des personnes et groupes en précarité sont reconnus et partagés pour créer des connaissances et pratiques nouvelles », tel est le premier changement que vise notre projet national. Grâce à des expérimentations comme le CAN, instance consultative composée pour un tiers de personnes ayant l'expérience de la pauvreté, nous avons déjà fait un premier pas pour rendre effective dans nos décisions la prise en compte de ces savoirs. L'étape suivante consiste à ouvrir plus largement la réflexion sur l'évolution de notre gouvernance. Celle-ci a été actée en juin 2022 lors de notre assemblée générale, en visant une mise en œuvre à l'horizon 2025.

Ce besoin d'ouverture se ressent également dans notre politique de bénévolat. Nous souhaitons voir s'engager toujours plus de personnes en situation de précarité, mais aussi des personnes porteuses d'un projet de transformation sociale, que nous pourrions accompagner, conformément à notre appel à construire un monde plus fraternel, juste et durable.



CHRISTOPHE HARGOUES / SOCF

LES DÉFIS DU BÉNÉVOLAT ET DE L'ENGAGEMENT

S'ADAPTER À LA NOUVELLE RÉALITÉ DU BÉNÉVOLAT

Toutes les associations en font l'expérience, le bénévolat évolue depuis quelques années vers des formes d'engagement souvent plus ponctuel. Le Secours Catholique-Caritas France observe également une augmentation des mouvements de bénévoles en cours d'année, de 7 804 arrivées en 2020 à 9 218 en 2022, ce qui porte à près de 60 000 le nombre de bénévoles dans l'année. L'association n'a donc pas perdu de son attractivité, mais elle doit s'adapter à la réalité nouvelle de volatilité des bénévoles. C'est pourquoi nous avons engagé dès 2021 une réflexion pour élaborer une politique nationale sur l'engagement solidaire, dans l'idée tout à la fois de valoriser au mieux les énergies nouvelles et de permettre aux personnes ayant l'expérience de la précarité de gagner en pouvoir d'agir par l'engagement. Trois axes de travail ont ainsi été définis : proposer des parcours individualisés, de l'accueil des nouveaux arrivants à la transmission de ceux qui s'en vont, en passant par la mise en action ; donner accès

au bénévolat au plus grand nombre, et notamment aux personnes en situation de précarité mais aussi à celles qui travaillent ; et faire une place à des publics nouveaux, sur des thématiques qui émergent, comme la transition écologique, mais aussi en donnant des moyens d'agir à des personnes souhaitant mettre en place leur propre projet. Ce travail sera mis en regard en 2023 des priorités proposées par le Cadre de pilotage de l'activité. ■

“ AVEC PRÈS DE 60 000 BÉNÉVOLES, L'ASSOCIATION N'A PAS PERDU DE SON ATTRACTIVITÉ. ”

UNE GOUVERNANCE ET DES MODES D'ACTION REVISITÉS

DÉPLOIEMENT DU CADRE DE PILOTAGE DE L'ACTIVITÉ

C'est une véritable petite révolution des modes de fonctionnement du Secours Catholique-Caritas France qui s'est amorcée en 2022 avec le déploiement du Cadre de pilotage de l'activité. La nécessité s'était fait sentir ces dernières années de mieux mettre en dialogue la réalité de ce qui se vit dans les délégations et les orientations que prennent les directions du siège, de façon à ajuster les priorités d'action. Né de cette nécessité, le Cadre de pilotage de l'activité a été expérimenté dans quelques délégations en 2021, puis mis en place dans l'ensemble du réseau en 2022.

Il s'agit d'un dispositif d'écoute de ce que disent nos délégations de leur contexte de terrain, de leurs réalisations et des difficultés qu'elles rencontrent. Celui-ci s'articule autour de la réalisation de bilans-perspectives : des temps en délégation ou en direction pour faire le bilan de l'année et se projeter dans la suivante en termes d'actions, de besoins et d'ambitions. Réalisés entre mai et juin, ces bilans ont été transmis au siège durant l'été. Après la consolidation des informations remontées du terrain, le processus est entré dans la phase de dialogue national, avec plusieurs rencontres en région, suivies d'un temps fort national : une rencontre les 15 et 16 décembre à Angers, en présence de 75 personnes dont 55 sont venues de nos délégations et régions. Il s'agissait là d'un temps fort et inédit puisque tous ces acteurs du Secours Catholique se sont retrouvés pour décider ensemble des priorités d'activité de l'association pour les deux années à venir. La priorité nationale retenue pour 2023-2024 est celle de l'engagement et du bénévolat.

VERS UN PARTAGE DE LA GOUVERNANCE NATIONALE

La prise en compte de la parole des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et le développement de leur pouvoir d'agir sont au cœur du projet national du Secours Catholique-Caritas France, mais pas encore suffisamment de ses modes de gouvernance. C'est pourquoi, en 2021, nous avons invité nos bureaux de délégation à mener des expériences de partage de gouvernance dont la capitalisation a

donné lieu à un texte repère validé par notre conseil d'administration en janvier 2022. Restait à entamer un processus similaire pour transformer notre gouvernance au niveau national. La décision en a été prise lors de notre assemblée générale de juin 2022 à la cité Saint-Pierre, avec un calendrier à trois ans et la définition des grandes lignes de ce à quoi nous aspirons : élargir notre base d'adhérents et constituer une assemblée générale plus représentative de la diversité des engagements ; rendre nos processus de décision plus clairs et plus participatifs, et enfin, donner toute leur place aux débats et à la diversité des points de vue, expériences et expertises.

Les délégations sont invitées à organiser des moments de réflexion ouverte sur les grandes questions que pose un tel élargissement. Quels prérequis pour adhérer à l'association ? Quelle composition pour notre assemblée générale et notre conseil d'administration ? La mise en œuvre effective de la future gouvernance est prévue pour 2025.

UN DEUXIÈME MANDAT POUR LE CAN

Créé en 2018, le CAN est une instance consultative du Secours Catholique-Caritas France composée à parts égales (trois tiers) de personnes appelées, en fonction de leur expérience, soit de la précarité, soit de l'animation et des métiers administratifs, soit de la responsabilité. Pendant son premier mandat de deux ans renouvelables, le CAN a fait la preuve qu'une telle diversité d'acteurs pouvait contribuer de façon essentielle aux réflexions, voire aux décisions de l'association. En 2022, au moment du renouvellement de deux tiers de ses membres, nous avons souhaité prendre le temps d'une relecture de ce qui avait été vécu à titre individuel et collectif. Ce travail de capitalisation s'est achevé lors d'une session de trois jours qui s'est tenue à Nevers et a permis des ajustements. Les membres entrants se verront ainsi désormais proposer des mandats plus formels précisant la durée, le rôle de l'accompagnateur et les engagements mutuels. La montée en compétences des membres sortants devra, dans la mesure du pos-



GAEL KERBAOL / SCCF

sible, donner lieu à une implication autre sur le terrain, en région ou en délégation, ou même au niveau national. L'équipe de coordination et d'animation sera étoffée. Ces propositions ayant été validées lors de notre conseil d'administration de septembre 2022, le CAN repart pour un nouveau mandat et un thème de réflexion: « Quelle mobilisation du Secours Catholique pour une conversion écologique qui prend soin des personnes en situation de précarité ? »

Véritable laboratoire de la participation des personnes, le CAN intéresse des organisations comme ATD Quart Monde et le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) qui travaillent sur les méthodes de croisement des savoirs. En 2022, nous avons été amenés à présenter cette expérience lors d'un colloque avec deux membres du CAN ayant l'expérience de la précarité. D'autres échanges sont prévus avec un chercheur d'ATD Quart Monde.

DES MOYENS POUR BOOSTER L'INITIATIVE FACE AUX ENJEUX DE LA PAUVRETÉ

Fin 2020, le Secours Catholique-Caritas France et ses délégations avaient répondu à l'appel à projets « France relance 2020-2022 ». Afin de maintenir l'élan ainsi insufflé, le Secours Catholique avait lancé en parallèle un appel à initiatives internes et mis en place une

nouvelle instance: la Commission accompagnement des projets (CAP) pour faciliter la mobilisation des compétences et les procédures de validation des projets. En 2022, nous avons franchi un pas supplémentaire pour booster les projets et initiatives de nos délégations. Nous avons expérimenté sur une quinzaine de projets l'embauche de CDD de 12 à 18 mois afin de seconder les bénévoles sur la structuration des projets: élaboration avec les personnes, réalisation d'études de faisabilité, montage, recrutement et formation de bénévoles et phase test jusqu'à ce que le projet puisse être repris par les bénévoles. Ce dispositif expérimental devrait nous permettre de renforcer encore les capacités d'innovation de nos délégations pour faire face aux enjeux de pauvreté. Depuis 2021, au total, 108 projets ont bénéficié de ce dispositif, par exemple pour la mise en place d'une permanence d'accueil et d'une épicerie/boutique solidaire près de Chartres où il n'existait pas d'équipe Secours Catholique.

À Metz, en collaboration avec Caritas habitat, nous avons acheté un bâtiment où va s'installer le siège de la délégation du Secours Catholique et se développer en rez-de-chaussée un accueil de jour permettant d'organiser de nombreuses activités, l'accompagnement dans la durée et le développement du pouvoir d'agir des personnes à la rue. ■

COMMUNICATION

Le Secours Catholique-Caritas France a été là où on ne l'attendait pas en 2022. Dans les médias économiques au moment du lancement de Kaori, la première association d'épargnants responsables et solidaires fondée à l'initiative d'une association caritative, et en podcast, pour une série interprétée par trois acteurs célèbres, afin de faire changer le regard sur la pauvreté. Une image à contre-emploi donc, pour mieux faire entendre nos plaidoyers, et que reflète un nouveau site conforme aux usages actuels.

UN SITE MIEUX ADAPTÉ AUX NOUVEAUX USAGES ET ENGAGEMENTS

En 2015, le Secours Catholique avait opéré une refonte de son site web national afin d'en faire une vitrine de ses actions et missions ayant pour vocation de susciter l'engagement du public externe. Six ans plus tard, des évolutions politiques et éditoriales du Secours Catholique (plus de place donnée au plaidoyer, montée en puissance de publications spécifiques « réseaux sociaux »...), des changements dans les usages des internautes (une consommation majoritaire *via* les téléphones et tablettes), l'apparition de nouveaux formats digitaux (vidéos courtes, podcasts...) nous ont amenés à développer une nouvelle version du site web national qui a été mise en ligne en 2022. Celle-ci se caractérise par les éléments suivants : un design plus créatif et dynamique, conforme à la charte graphique nationale ; une politique éditoriale mettant en avant les « paroles de personnes » ainsi que nos plaidoyers, à travers des rubriques comme « Nos positions » et espace « Agir » (relais de campagnes et de pétitions) qui témoignent de notre engagement et

UN FORMIDABLE COUP DE MODERNITÉ DONNÉ À SON IMAGE.

invitent à nous suivre, et intégration de nouveaux types de contenu comme des podcasts, de la BD, des « Paroles de »... Des adaptations techniques ont également été réalisées pour permettre de remonter des annonces de bénévolat des sites web de nos délégations, de faire des liens avec les réseaux sociaux, ainsi que, pour les acteurs du Secours Catholique, avec l'intranet Isidor.

CAMPAGNE POUR UNE ÉPARGNE RESPONSABLE ET SOLIDAIRE



En 2022, le Secours Catholique-Caritas France a donné un formidable coup de modernité à son image en créant l'événement dans un domaine où on ne l'attendait pas : la finance.

Kaori, lancée le 15 février, est en effet la première association d'épargnants responsables et solidaires fondée à l'initiative d'une grande association caritative. Au travers du contrat d'assurance-vie Kaori Vie, les épargnants peuvent accéder à des produits d'épargne responsable sélectionnés en fonction d'un cahier des charges strict, établi par le Secours Catholique. Fidèlement aux principes de l'investissement socialement responsable (ISR), les supports d'épargne sont choisis à la fois pour leur performance financière et pour leur respect de nos valeurs ainsi que de nos exigences sociales, de gouvernance et environnementales.

Alors que la finance semble de plus en plus déconnectée du monde réel et de l'économie réelle, nous faisons la preuve qu'elle peut être au service de l'homme, du bien commun, de la protection de la planète et des droits sociaux les plus élémentaires. Ce lancement a donné une forte visibilité au Secours Catholique dans des médias et émissions économiques où il s'est fait connaître d'un public plus jeune, éduqué, sensible aux enjeux sociaux et environnementaux.

FRATÉ ! UNE FICTION EN PODCAST AU SERVICE DE LA RÉALITÉ



Le podcast, un format audio court, à écouter quand on veut et où on veut, fait partie des nouveaux moyens de communiquer avec une population d'actifs jeunes. Le Secours Catholique-Caritas France s'en est emparé en 2022 pour une campagne de changement de regard sur les plus pauvres afin de contrer des préjugés qui demeurent, voire se dur-

cissent, à l'encontre de millions de personnes devant faire chaque jour des arbitrages impossibles entre payer son loyer et se nourrir. Trois acteurs renommés, Zabou Breitman, Mélanie Bernier et Manu Payet, ont prêté leur talent à ce projet, dans le rôle d'une famille en galère financière qui trouve à l'Esquif, lieu d'accueil du Secours Catholique, non seulement l'aide dont elle a besoin, mais aussi l'occasion de se faire du bien en aidant à son tour.

Cette série en huit épisodes de 15 minutes a trouvé son public : des personnes en quête de belles histoires et d'occasions de reprendre confiance en l'humanité. Trois épisodes, version reportage, complètent la série par des histoires vraies, de celles qui ont inspiré la série ; l'occasion de s'immerger dans les réalités que le Secours Catholique côtoie au quotidien.

Un matériel de communication a été déployé sur le plan national pour lancer la série : des visuels des comédiens, des vidéos, le *making-of* de l'enregistrement en studio, le tout à partager *via* un compte Instagram dédié, le « Fraté ! ». ■

PUBLICATIONS

MANIFESTE POUR UNE INCLUSION FINANCIÈRE UNIVERSELLE



Onze ans après un premier « Manifeste pour l'inclusion bancaire des populations fragiles », le Secours Catholique-Caritas France et ses partenaires, Emmaüs France, APF France-Handicap, UFC que choisir, Familles rurales et la Confédération syndicale des familles, dressent un nouvel état des lieux de la situation

de l'inclusion financière en France. Accès aux comptes et aux moyens de paiement, au crédit, à l'épargne, prévention du surendettement, limitation des frais bancaires... Pour les personnes les plus vulnérables, beaucoup reste à faire. Les 16 recommandations qui complètent ces constats donnent des pistes pour garantir une inclusion financière universelle.

POUR DES MÉTROPOLIS ET DES AGGLOMÉRATIONS À FAIBLES ÉMISSIONS ET À FORTE ACCESSIBILITÉ

Pour le Secours Catholique-Caritas France, les zones à faibles émissions-mobilité (ZFE-m) sont l'occasion de construire des métropoles (puis des agglomérations) à faibles émissions et à forte accessibilité grâce au développement de mobilités alternatives, partagées, solidaires, respectueuses de l'environnement et permettant à tous les citoyens d'accéder à l'ensemble des services du territoire, quels que soient leur lieu de résidence et leurs ressources. Dans cette optique, nous adressons neuf propositions aux pouvoirs publics (État, conseils régionaux et départementaux, intercommunalités), aux acteurs socio-économiques (entreprises conventionnelles et de l'économie sociale et solidaire) et aux acteurs de la solidarité pour inclure les oubliés de la transition écologique dans la construction et l'appropriation des ZFE-m.

RAPPORT STATISTIQUE SUR LA PAUVRETÉ EN FRANCE



Le Secours Catholique publie son rapport statistique annuel « État de la pauvreté en France ». Cette année, dans la partie thématique du rapport, nos travaux cherchent à identifier l'impact de la pandémie de Covid-19 sur la situation socio-économique et les conditions de vie des ménages les plus fragiles en faisant le calcul de leur reste à vivre après déduction des dépenses contraintes comme l'électricité ou le loyer. L'étude est issue d'un projet mené en partenariat avec des chercheurs de l'IRD et de l'université Paris-Saclay. Les données ont été recueillies auprès d'un échantillon de 8 700 ménages accueillis par le Secours Catholique avant et durant la crise sanitaire.

PAROLES DE CHÔMEURS

Le livre blanc *Paroles de chômeurs* fait suite à une enquête menée entre février et juin 2021 par les 20 associations membres du collectif Pour la parole de

chômeurs, auprès de personnes en situation de chômage. Les réponses des 270 participants à l'enquête mettent en évidence les faiblesses du système actuel de soutien aux chercheurs d'emploi, confirment la vision pas toujours juste de l'opinion publique sur le chômage, et mettent en valeur les désirs, idées et capacités des personnes privées d'emploi.

L'APOSTROPHE



Le 11^e numéro de *L'Apostrophe* – notre revue dont les auteurs sont des personnes vivant ou ayant vécu la précarité – propose de se mettre à table avec, pour plat de résistance, la question de la transformation de nos systèmes alimentaires. Pour les contributeurs de ce dossier, l'urgence – d'un accès de tous à une bonne alimentation – ne doit

pas être traitée en urgence. Elle demande de penser un nouveau modèle redonnant du sens au geste de se nourrir. Ce geste participe en effet de la construction du lien social et de notre humanité. ■

GÉNÉROSITÉ ET FINANCES

Dans un contexte qui portait à l'inquiétude, du fait de la guerre en Ukraine, de l'été caniculaire qui nous a rappelés à l'urgence climatique, de l'inflation en fin d'année, la générosité a été au rendez-vous des enjeux. Fin 2022, le Secours Catholique-Caritas France enregistrait une collecte de 76 millions d'euros, soit en hausse de 11 % par rapport à 2021.

UNE GÉNÉROSITÉ DE FOND QUI SE CONFIRME

La confiance qui s'était portée sur l'action du Secours Catholique pour répondre aux besoins de lien et de justice des plus pauvres pendant la crise sanitaire n'a pas faibli en 2022. Alors qu'on pouvait craindre que les incertitudes sur l'avenir, du fait de la guerre, de l'été caniculaire, de l'inflation sur les coûts de l'énergie et de l'alimentaire pèsent sur la collecte, nos donateurs ont été présents à tous les rendez-vous. Ils ont été très nombreux pour répondre à l'urgence Ukraine, puisque nous avons collecté plus de 6 millions d'euros à ce moment-là. Et ils ont répondu également présent tout le reste de l'année pour faire face à l'ur-

gence sociale. Nous enregistrons ainsi au 31 décembre une collecte de fonds hors urgence de 70 millions d'euros, soit une progression de 2 % par rapport à 2021, et une collecte générale de 76 millions d'euros. Cette fidélité confirme une véritable adhésion à nos valeurs, à notre proximité avec les personnes les plus fragiles partout sur le territoire, expertise qui bénéficie d'une visibilité de plus en plus forte dans les médias.

DE NOUVEAUX PROFILS DE DONATEURS

Depuis la période du confinement, l'image du Secours Catholique parle davantage à des dona-



VINCENT BOISOT / SCCF

teurs plus jeunes, sensibles aux enjeux que nous portons comme celui de la transition écologique juste, mais aussi celui de l'épargne responsable et engagée, avec la création de Kaori, une association d'épargnants qui propose un produit d'assurance-vie: Kaori.Vie.

Les campagnes de collecte de rue, que nous menons tout au long de l'année, tant en Île-de-France que dans les autres régions et en Outre-mer, se sont également révélées très porteuses auprès des plus jeunes.

Enfin la collecte s'est encore beaucoup développée en région, grâce au travail du réseau de chargés de communication et de développement des ressources qui aident nos délégations à se rendre plus visibles en présentant et valorisant nos missions auprès de publics divers, ne nous connaissant pas, ou peu.

DES MONTANTS DE LEGS AU-DELÀ DES PRÉVISIONS

Légèrement en deçà des résultats de 2021, année tout à fait exceptionnelle, l'année 2022 a néanmoins dépassé nos attentes en termes de réalisation des dossiers legs (41 millions d'euros), qui restent une ressource très importante pour le Secours Catholique.

DES SUBVENTIONS EN HAUSSE

Le montant des subventions perçues en 2022 était de 12 millions d'euros, soit 2 millions de plus que l'année précédente, un résultat qui s'explique par les subventions obtenues à l'international dans le cadre de la mobilisation en faveur de l'Ukraine. Ces fonds financent notre soutien à nos partenaires de terrain pour toute la partie réponse à appels à projets et suivi de leur réalisation auprès des organismes financeurs.

GRANDE SOIRÉE DE LA FRATERNITÉ

Le Secours Catholique organisait pour la deuxième fois en 2022 une soirée exceptionnelle de fraternité avec la présentation des projets innovants de nos 72 délégations. Elle a été l'occasion pour nos donateurs de mesurer la diversité des actions menées par celles-ci avec les personnes pour répondre aux différentes facettes de la pauvreté: soutien aux familles, lutte contre l'isolement, accès à une alimentation digne, accompagnement des personnes à la rue... La soirée se déroulait au théâtre de la Madeleine, en présence de notre présidente, Véronique Devise, et de plus d'une centaine de donateurs dont la générosité a démontré une nouvelle fois leur adhésion à nos missions. ■

RÉSEAU CARITAS FRANCE



Créé à l'initiative du Secours Catholique-Caritas France, le réseau Caritas France a vocation à former une union d'organisations d'une grande diversité, qu'il a contribué à créer ou qui partagent ses valeurs, finalités et principes d'action, toutes engagées dans la lutte contre la pauvreté pour et avec les plus fragiles, en France et dans le monde, animées par une pensée chrétienne partagée et par la volonté d'organiser leur solidarité interne afin de soutenir la forme d'esprit d'innovation qui leur est propre. Par la coopération et l'alliance des moyens et compétences de ses membres dans les territoires, il vise à favoriser l'accompagnement global et la capacité d'agir des personnes vivant des situations de précarité ou d'exclusion. Dans un esprit de « rayonnement de la charité chrétienne », il souhaite également éveiller à l'engagement solidaire et à la fraternité, afin d'agir en profondeur sur les causes de la pauvreté. www.reseaucaritasfrance.org

CITÉS CARITAS

Créée le 10 mai 1989 par le Secours Catholique-Caritas France, Cités Caritas est une association loi 1901 à but non lucratif qui agit depuis plus de trente ans pour l'inclusion des personnes en situation de précarité, d'exclusion ou de handicap.

Par ses activités (accompagnement médico-social, hébergement social, hébergement des demandeurs d'asile, de réfugiés et de personnes en situation de handicap, accompagnement au logement, logement adapté, travail adapté, mise en activité et insertion par l'activité professionnelle, accueil du jeune enfant, formation professionnelle), Cités Caritas contribue à forger une société inclusive qui accueille les personnes fragilisées et considère leur capacité d'action, ainsi que leur participation, comme source de richesse et de vie. Implantée sur le territoire national, Cités Caritas développe ses actions dans un esprit d'innovation et cherche à apporter des réponses aux nouveaux besoins sociaux. À travers les 148 dispositifs, 1048 professionnels et 225 bénévoles de l'association ont accompagné plus de 19486 personnes en 2021.

www.acsc.asso.fr

FONCIÈRE CARITAS HABITAT

Créée en 2015, Caritas habitat est une foncière sociale destinée à développer de l'immobilier à vocation très sociale, à l'intention d'associations pour accomplir leur mission d'accompagnement des plus fragiles dans les domaines du logement, de l'hébergement et de l'accueil. Inscrite dans le champ de l'économie sociale et solidaire, elle mobilise, en amont, l'épargne solidaire de particuliers ou d'institutionnels en vue d'investir dans de l'achat immobilier : construction, réhabilitation ou transformation de biens existants.

Ces biens immobiliers permettent à des associations spécialisées dans l'accompagnement des personnes mal ou non logées, ou en situation d'exclusion ou de handicap, de développer leurs projets. Elles peuvent être membres ou hors du réseau Caritas France.

Après une phase de lancement marquée par plusieurs acquisitions, Caritas habitat fait aujourd'hui appel à de nouveaux partenaires investisseurs qui, au côté de ses partenaires fondateurs, vont lui permettre de poursuivre son action au profit des plus démunis.

www.caritashabitat.org

FONCIÈRE CHÊNELET

La foncière Chênelet existe depuis 2009 pour répondre à un problème sociétal majeur de logement des personnes à faibles ressources en milieu rural ou périurbain, et propose un habitat écologique de très haute qualité à ces populations. Maître d'ouvrage d'insertion, la foncière Chênelet construit ainsi des logements sociaux de qualité à faibles charges pour les locataires, le plus souvent en territoires ruraux.

www.fonciere-chenelet.org

RÉSEAU ÉCO-HABITAT

L'association Réseau éco-habitat est née en 2014 sous forme d'une expérimentation à l'initiative des délégations du Secours Catholique de Picardie, avec le constat que beaucoup de familles en situation de grande précarité, propriétaires de leur maison, n'ont pas recours aux dispositifs publics pour réaliser des travaux d'amélioration énergétique afin de réduire leur consommation d'énergie. La mission du Réseau éco-habitat consiste en une mise en réseau des acteurs de terrain autour de l'amélioration énergétique de l'habitat (collectivités, entreprises, bénévoles), pour permettre à des ménages très modestes de réaliser des travaux ambitieux financés à 90 %.

www.reseau-ecohabitat.fr

COMITÉ CHRÉTIEN DE SOLIDARITÉ AVEC LES CHÔMEURS

Créé il y a plus de trente ans, le Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs (CCSC) vise à maintenir l'attention sur les conséquences du chômage. En sensibilisant les communautés chrétiennes ainsi que l'ensemble du corps social et en luttant contre l'indifférence à travers la parole des personnes qui vivent le chômage, le CCSC invite chacun à agir pour que ces personnes puissent retrouver une pleine citoyenneté. Avec l'appui du Secours Catholique-Caritas France, le CCSC a lancé une nouvelle formule de sa lettre d'information, *Vaincre le chômage*.

www.ccsccfrance.com

FÉDÉRATION SOLIDARAUTO

Solidarauto est la marque des garages solidaires créés dans les territoires par certaines délégations du Secours Catholique-Caritas France, afin de favoriser la mobilité personnelle des personnes aux revenus les plus modestes et de faciliter l'insertion professionnelle et sociale par la vente de véhicules d'occasion, l'entretien, la réparation et la location de véhicules.

Depuis 2017, la fédération Solidarauto – réseau de garages solidaires, association loi 1901 regroupe les garages sous licence de marque Solidarauto et accompagne les porteurs de projet de garages solidaires souhaitant ouvrir un garage sous licence Solidarauto, notamment *via* le parrainage du projet par un de ses membres et le partenariat d'une délégation locale du Secours Catholique Caritas France. Fin 2022, la fédération rassemblait huit garages Solidarauto en France.

www.solidarauto.org

FONDATION CARITAS FRANCE

Créée par le Secours Catholique-Caritas France en 2009, la fondation Caritas France est la première fondation abritante en France, dédiée à la lutte contre la pauvreté. Sa première mission est d'encourager le développement de la philanthropie et de la lutte contre l'exclusion en abritant des fondations sous son égide (plus d'une centaine actuellement). Elle permet à des personnes, des familles, des groupes d'amis de créer leur propre fondation, et en assure la gestion tout en accompagnant les fondateurs (choix de projets, implication de leurs proches...). Sa deuxième mission est de collecter des fonds pour soutenir des projets portés par le Secours Catholique-Caritas France, le réseau Caritas en France ou à l'international, ou par d'autres partenaires. En 2022, les fonds collectés ont été redistribués à plus des deux tiers au réseau Caritas en France et dans le monde. Depuis sa création, la fondation Caritas France a ainsi soutenu en propre plus de 1000 projets. Enfin, elle appuie la recherche et l'expérimentation. Elle décerne un prix annuel à un jeune chercheur en sciences sociales dans le cadre du colloque organisé sous l'égide de l'institut de France.

www.fondationcaritasfrance.org

FONDATION JEAN-RODHAIN

La fondation Jean-Rodhain porte le nom du fondateur du Secours Catholique-Caritas France. Reconnue d'utilité publique le 1^{er} juillet 1981, elle honore le souci qu'avait Jean Rodhain d'une réflexion théologique et spirituelle sur la charité en s'efforçant de susciter une recherche fondamentale pour fonder et accompagner l'action caritative de l'Église. Explorant les nouveaux visages de la charité pour en manifester la fécondité sociale et spirituelle, la fondation privilégie le croisement d'expériences et de savoirs. Accordant une place privilégiée à la parole des personnes les plus pauvres et à celle des personnes engagées dans la diaconie, elle instaure des partenariats et favorise un dialogue entre théologiens, acteurs de solidarité et personnes fragiles. Pour mener à bien sa mission, elle parraine l'enseignement et la recherche sur la charité dans sept facultés françaises de théologie (chaires Jean-Rodhain à Angers, Lille, Lyon, Paris Institut catholique, Paris Centre Sèvres, Strasbourg et Toulouse). Elle organise des colloques interdisciplinaires sur des thèmes

liés à des expressions contemporaines de la charité et/ou interpellant la charité dans sa capacité de réponse et d'innovation. Elle soutient financièrement des travaux universitaires (thèses, séminaires de recherche, etc.) sur des thèmes liés à la charité, avec une attention particulière aux travaux ancrés dans la parole des personnes concernées. Elle finance la publication de travaux de recherche sur des thématiques liées à la charité afin d'en favoriser la diffusion auprès d'autres chercheurs et des acteurs de la solidarité et de la diaconie. Enfin, elle soutient les initiatives visant à élaborer une théologie à partir de la parole des pauvres, et celles visant à élaborer une théologie à partir de la parole des personnes engagées dans la diaconie.

www.fondationjeanrodhain.org

www.servonslafraternite.net

FÉDÉRATION DE CHARITÉ-CARITAS ALSACE

Fondée en 1903 par monseigneur Paul Müller-Simonis pour « mieux organiser les œuvres de bienfaisance catholique en Alsace », la fédération de Charité-Caritas Alsace comprend aujourd'hui 2 000 bénévoles et 800 salariés, et s'organise autour de deux grands champs d'activité : son action caritative portée par Caritas Alsace et ses établissements et services engagés sur les thèmes de la protection de l'enfance, le handicap, les personnes âgées et l'insertion au sens large. À l'aube de ses cent vingt ans, sa nouvelle feuille de route se décline à travers une volonté d'ouverture vers la société civile, de modernisation de son fonctionnement, d'inscription du développement durable comme critère intangible de ses choix et d'une nouvelle stratégie de communication. La fédération porte aussi l'activité du Secours Catholique-Caritas France en Alsace, sous le nom de Caritas Alsace, réseau Secours Catholique.

www.federation-de-charite.org

UNION DIACONALE DU VAR

Créée en 1983, l'Union diaconale du Var est une union d'économie sociale et solidaire composée de 18 associations aux missions variées (insertion, famille, hébergement, santé, urgence de la rue) qui luttent contre l'exclusion sociale, œuvrent ensemble pour la promotion humaine et le respect de chacun et participent à la mission de la diaconie de l'Église dans le Var en mutualisant leurs compétences et savoir-faire grâce à un secrétariat général qui en facilite l'animation. www.udv-asso.fr

GOUVERNANCE ET CONTRÔLE AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

AU 31 DÉCEMBRE 2022

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du Secours Catholique-Caritas France réunit les membres de l'association, à savoir 151 membres, dont 144 membres actifs – administrateurs personnes qualifiées, présidents et vice-présidents de délégation, ainsi qu'un trésorier par région – et 34 membres d'honneur. La limite d'âge est fixée à 75 ans. 56 % des membres actifs sont des hommes, 44 % sont des femmes.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION est composé de 21 membres, tous bénévoles ; 12 sont présidents ou vice-présidents de délégation, 9 sont des personnalités qualifiées. Leur mandat est de trois ans, renouvelable deux fois. Le conseil se réunit 11 fois par an. Son bureau comprend une présidente, deux vice-présidents, un trésorier et une secrétaire. L'aumônier général et le délégué général participent aux séances du bureau et du conseil d'administration, sans voix délibérative.

BUREAU

Présidente :

Véronique Devise

Vice-présidents :

Anne Duthilleul, Hervé Bonamy

Trésorier :

Bernard Alet

Secrétaire :

Régine Galmiche

AUTRES MEMBRES

Emmanuelle d'Achon – Pascal Bourgue – Gilles Cagnard – Denise Chalaye – Laurent Courcol – Marie-Laure Denès – Jean-François Desclaux – Marie-Annick Joly – Vincent Léonard – Chantal Nicol – Hervé Masurel – Bertrand Parmentier – Daniel Paul

Délégué général :

Adélaïde Bertrand

Aumônier général :

Père Hervé Perrot

Présidents d'honneur :

François Soulage, Joël Thoraval, Véronique Fayet

LIENS AVEC LA CEF

- ▶ Les présidents et vice-présidents de délégation sont homologués par le conseil d'administration après accord de l'évêque du diocèse concerné. Les administrateurs, en qualité de personnalités qualifiées, sont cooptés par le conseil d'administration, après accord du conseil permanent de la CEF, puis élus par l'assemblée générale.
- ▶ Le président national est élu par le conseil d'administration en son sein, parmi les candidats ayant fait l'objet de l'agrément du conseil permanent de la CEF.
- ▶ L'aumônier général est nommé par le conseil permanent de la CEF.
- ▶ Le délégué général est élu par le conseil d'administration sur une liste de candidats agréés par le

conseil permanent de la CEF.

- ▶ Des réunions entre le secrétaire général de la CEF et la présidente nationale, le délégué général et l'aumônier général du Secours Catholique-Caritas France sont régulièrement organisées.

COMITÉS CONSULTATIFS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ils émettent des avis et recommandations sur la vie et les projets de l'association.

- ▶ Comité stratégique
- ▶ Comité pré-CA France
- ▶ Comité pré-CA international
- ▶ Comité ressources
- ▶ Comité d'audit
- ▶ Comité des nominations
- ▶ Comité plaidoyer
- ▶ Conseil d'animation national
- ▶ Comité de trésorerie
- ▶ Comité de suivi de la gouvernance en délégation

IDENTITÉ

LE SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Le Secours Catholique-Caritas France est un service de l'Église catholique de France, membre de la confédération Caritas Internationalis et association reconnue d'utilité publique.

MISSION DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Fondée sur l'Évangile, la mission du Secours Catholique-Caritas France est une mission d'amour et d'éveil à la solidarité, en France et dans le monde. Le Secours Catholique appelle toute personne à s'engager pour vivre la rencontre, l'entraide et la joie de la fraternité. Ses acteurs travaillent à renforcer les capacités de tous à agir pour que chacun accède à des conditions de vie dignes. L'association lutte contre les causes de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion, et propose des alternatives, au service du bien commun.

ACTIONS

En France, 1 027 500 personnes ont été soutenues dans 2 400 lieux d'accueil. À l'international, 415 opérations ont été menées en 2021, dans 52 pays ou zones, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (162 Caritas dans 200 pays). En un an, 3,2 millions de personnes (dont 600 000 pour la crise ukrainienne) ont été bénéficiaires de l'aide

internationale du Secours Catholique-Caritas France.

ORGANISATION

- ▶ 72 délégations au 31 décembre 2022, réparties en 3 500 équipes locales, en France métropolitaine et d'outre-mer, couvrent l'ensemble du territoire national.
- ▶ Réseau de 59 700 bénévoles et de 925 salariés sur tout le territoire.
- ▶ Trois antennes : la cité Saint-Pierre à Lourdes, la Maison d'Abraham à Jérusalem, le Cedre à Paris.

TRANSPARENCE ET CONTRÔLES

Les comptes annuels 2022, incluant le compte d'emploi des ressources, sont certifiés par un commissaire aux comptes du cabinet Ernst and Young, puis seront approuvés par l'assemblée générale du 14 juin 2022. Ils sont disponibles sur le site www.secours-catholique.org ou peuvent être obtenus sur simple demande écrite à : Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07.

Le commissaire aux comptes, outre la certification des comptes, contrôle chaque année dix délégations. Avec le département d'audit interne, c'est au total un tiers des délégations qui est contrôlé chaque année.



Le Comité de la charte du don en confiance

est une association qui exerce la mission de contrôle de l'appel à la générosité du public. Il élabore des règles de déontologie, détermine l'octroi d'un label « Don en confiance » aux organisations d'intérêt général qui se portent candidates, et effectue un contrôle continu et indépendant des engagements auxquels elles souscrivent. Ceux-ci sont basés sur des principes de respect du donateur, de transparence, de recherche d'efficacité et de probité et de désintéressement, couvrant trois domaines : la gouvernance, la gestion et la communication. Le 23 mars 2021, le Secours Catholique-Caritas France a obtenu le renouvellement de son label « Don en confiance », pour une durée de trois ans.

NOUS REMERCIONS DE LEUR SOUTIEN NOS PARTENAIRES EN 2022

- ADP
- AFNIC
- Agence du don en nature
- Agence Française de Développement
- Agence de l'Eau Loire-Bretagne
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
- Agence de l'Eau Seine-Normandie
- Axa Atout Coeur
- CAF du Loiret
- CARGO SA
- CGR Cinémas
- COFAQmc
- COMAT
- Commission Européenne (DG Partenariats internationaux)
- Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole
- Conseil Régional d'Île De France
- Conseil Régional des Pays de la Loire
- Région Sud
- DDETS du Loiret
- Dons Solidaires
- Eau du Grand-Lyon
- EDF
- European Climate Foundation

- Fondation Crédit Agricole solidarité et développement
- Fondation Crédit Agricole du Languedoc
- Fondation Crédit Agricole Nord de France
- Fondation Groupe EDF
- Fondation Caritas France

Fondations abritées par la fondation Caritas France :

- Fondation Avenir solidaire
- Fondation Espérance de fraternité
- Fondation Franck-Giroud
- Fondation Graines de futurs
- Fondation Gratitude
- Fondation François-Monique-et-Pascal-Bilger
- Fondation Le Manteau de saint Martin
- Fondation Pro Bono
- Fondation Pro Femmes
- Fondation Tolot
- Fondation Xamafra
- Fondation Castorama
- Fondation Denis-et-Jean-Verspieren
- Fondation de France

Fondations abritées par la Fondation de France :

- Fondation Afnic
- Fondation Daniel-et-Nina-Carasso
- Fondation Guy-Nicolas
- Fondation Hardy
- Fondation JM-Bruneau
- Fonds Meryem
- Fondation General Mills

Fondations abritées par la King Baudouin Foundation

- McMillan Stewart Foundation
- Raskob Foundation for Catholic Activities

Fondations abritées par la fondation du Roi-Baudouin

- Fondation Peters
- Fondation Notre-Dame

Fondations abritées par la Fondation Notre-Dame :

- Fondation Isabelle-et-Hubert d'Ornano
- Fondation H
- Fondation Cesarini
- Fondation Macif
- Fondation Orange
- Fondation Redevco
- Fondation Sainte-Geneviève
- Fondation Saint-Gobain
- Fondation Saint-Irénée
- Fondation Sancta Devota
- Fondation Somfy – Les Petites Pierres
- Fondation Suez
- Fondation Vinci pour les cités

- Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)

- Fonds Derver au sein du Fonds de dotation transatlantique
- Fonds de dotation Antigone
- Fonds de dotation Jeune et innovant
- Fonds de dotation gratitude
- Fonds Saint-Christophe
- Garnier-Thiebaut
- Groupe Atlantic
- Jean Lutz SA
- Journée mondiale de prière des femmes
- K-Line
- L'Agence nationale pour les Chèques-Vacances
- Le Havre Seine Métropole
- La Poste
- Le Petit Futé
- Les Centres E.Leclerc
- Maisons du Monde Foundation
- Métropole Lyon
- Metz Mécènes Solidaires
- Ministère de la Culture
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Moneta
- Ouest-France
- Sud-Ouest
- Sygmatel
- Symta Pièces
- Toufflin Matériel de Travaux Public
- Veuve Clicquot
- Vinci Immobilier Promotion



Dans le cadre du Plan de Relance (France Relance)

- Direction Générale de la Cohésion Sociale
- Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités d'Auvergne-Rhône-Alpes

- Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône
- Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Corse
- Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Corse du Sud
- Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine
- Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités d'Indre-et-Loire
- Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Loire-Atlantique
- Direction Départementale des Territoires des Ardennes
- Direction Départementale des Territoires de Moselle
- Direction Régionale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités Grand Est
- Direction Régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Auvergne-Rhône-Alpes
- Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités et de la Protection des Populations de Savoie
- Direction Départementale de la Protection des Populations du Var
- Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Vaucluse
- Direction Générale de la Cohésion et des Populations de Guyane
- Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Réunion
- Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement Île-De-France
- Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Bretagne
- Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Centre-Val de Loire
- Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Hauts de France
- Direction Régionale Interdépartementale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités d'Île-de-France
- Ville de Poitiers

Ainsi que toutes les collectivités (municipalités, intercommunalités et conseils départementaux et régionaux) qui nous soutiennent.

Nous remercions également toutes les entreprises qui nous soutiennent grâce au mécénat de compétences : Atos, Astek, BNP-Paribas, EDF, La Poste, Michelin, Orange, Société Générale.

Et, bien sûr, nous remercions tous les donateurs particuliers qui nous permettent d'assurer nos missions au quotidien!



ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

Document conçu et réalisé
par la direction de la communication

106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07

Tél.: 0145497300

Fax: 0145499450

Coordination: Clarisse Briot

Iconographie: Élodie Perriot

Rédaction: Pascale Kramer

Correction-révision: Le Champ rond

Photo de couverture:

Christophe Hargoues / SCCF

Maquette: département Publications

Juillet 2023

LE SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE EN CHIFFRES



337 M€

DE RESSOURCES DONT 82 % CONSACRÉES
AUX MISSIONS SOCIALES

2022, EN FRANCE



1 027 500

PERSONNES SOUTENUES
EN FRANCE



59 700

BÉNÉVOLES ENGAGÉS



5 000

ENFANTS ET ADOLESCENTS
ACCOMPAGNÉS DANS LEUR SCOLARITÉ



2 400

LIEUX D'ACCUEIL



215 000

FAMILLES ACCOMPAGNÉES



3 000

PERSONNES ACCOMPAGNÉES
VERS L'EMPLOI



1 300

ENFANTS PARTIS
EN VACANCES



852

DOSSIERS DE MICROCRÉDIT
EN COURS DONT, 309 NOUVEAUX

2022, À L'INTERNATIONAL



3,2 MILLIONS

DE BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE INTERNATIONALE
DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE



415

OPÉRATIONS MENÉES DANS
52 PAYS OU ZONES



45

INTERVENTIONS D'URGENCE

